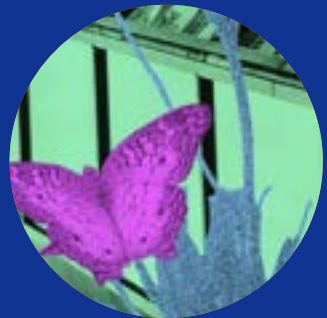


ELLYX



# INTER LIGNES

→ Déplier les horizons



N°4 | JANV. 2026



PRÉAMBULE

# CROISER LES PARALLÈLES

*Interlignes* veut contribuer à rebattre les lignes de force du paysage de l'innovation. À travers un regard transverse, nous explorons le potentiel de transformation de l'innovation face aux enjeux critiques du siècle.

Édité par le centre de diffusion Ellyx, *Interlignes* se positionne comme une revue des récits en cours d'écriture et comme celle des pages blanches prêtes à être remplies. C'est un espace dédié à celles et ceux qui considèrent l'innovation non pas seulement comme une finalité technique, mais comme une ressource de créativité, de dialogue et de solutions concrètes au service des défis collectifs.

Notre revue s'organise autour de trois paris :

→ **Lire entre les lignes**

Parce que nous croyons que la diffusion de connaissances est essentielle pour comprendre un monde mouvant, nous recherchons et partageons des idées qui bruissent pour éclairer les tendances et les débats en cours. Au fil de votre lecture, vous trouverez des entretiens experts mais aussi des études de cas inédites.

→ **Réduire les distances sur les lignes de front**

Parce que nous croyons qu'il est urgent de sortir des approches balisées, nos dossiers « Recherche » se concentrent sur des travaux qui visent à réunir les acteurs de l'innovation, au-delà des disciplines et des secteurs. Notre question centrale : comment organiser la coopération pour mieux servir le bien commun ?

→ **Penser en dehors des marges**

Parce que nous croyons que l'innovation demande de la rigueur, de la méthode mais aussi des idées de rupture, nous restons fidèles à nos principes fondateurs en favorisant dans ces pages des approches iconoclastes, réalistes et audacieuses.

→ Dans ce numéro, nous parlons des liens

**SOCIÉTÉ-SCIENCES**

Les pages suivantes ont été pensées avec sincérité et motivées par l'envie de dialoguer avec vous. Les analyses proposées sont celles d'Ellyx et n'engagent que leurs auteurs. Pour en débattre, *Interlignes* s'accompagne aussi d'espaces d'échanges et d'apprentissages collectifs. Si vous souhaitez en savoir plus, faites-le nous savoir en nous écrivant à : [Interlignes@ellyx.fr](mailto:Interlignes@ellyx.fr)

## Rédaction

- Laura Douchet
- Ursula Duchein
- Anne Genevois
- Amandine Gimenez
- Alice Le Dret
- Jade Omer
- Pascale Pagès
- Sebastien Palluault

## Conception graphique

- Marine Tirand

## Remerciements

- Madeleine Akrich
- Marélie Arrighi
- Mélanie Gambino
- Anne Jacquelin
- Jérôme Santolini

## Crédits photos

- Tima Miroshnichenko
- Felix Mittermeier
- Andrea Piacquadio
- Pixabay
- Rahimegul
- Rav Sas
- Raybilcliff
- Wikilimages

01

# PENSÉES MODERNES

ENTRETIEN ————— 8

**Jérôme Santolini** - « Si les savoirs n'ont pas pour finalité de contester un projet de société, ils incarnent néanmoins « par essence » une posture critique »

GRAND ANGLE ————— 12

**Société – sciences : inverser le modèle pour un dialogue transformateur**

DÉCRYPTAGE ————— 16

**R&D et transformations sociales : de la compréhension à l'action collective**

02

## NOUVELLE ARCHITECTURE

→ Dossier

ENQUÊTE ————— 20

**Vers un nouveau paradigme  
Société-sciences :  
d'où partons-nous ?**

ANALYSE ————— 22

**ALLISS : rapprocher le tiers  
secteur de la recherche et  
les établissements de l'ESR**

COOPÉRATION ————— 24

**Sortir de la dualité  
« Laboratoire – Entreprise »**

INTERNATIONAL ————— 27

**Quand le Québec  
imagine un cadre  
d'actions concertées**

CAS PRATIQUE ————— 28

**Paris Recherche : la ville  
devient actrice de la  
Science**

DISPOSITIF ————— 32

**Les thèses Cifre à l'épreuve  
d'une approche sociétale**

REGARDS CROISÉS ————— 34

**InSite - « Les apports  
scientifiques sont une  
ressource centrale pour  
une démocratie vivante »**

03

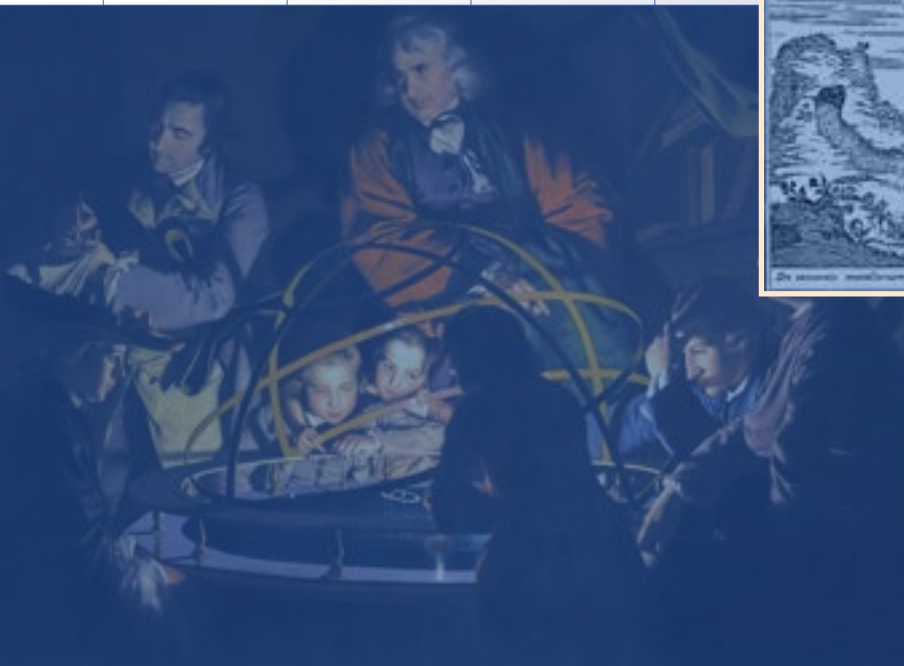
## IDÉES LARGES

POINT DE VUE ————— 38

**Innovation sociale et  
sciences : l'hypothèse  
créative**

CHRONIQUE ————— 40

**Les envoyés d'ailleurs**



→ Une fenêtre sur les réflexions contemporaines qui dessinent la société en germe



**PENSÉES**

**MODERNES**

OUVERTURE

# ENTRETIEN AVEC JÉRÔME SANTOLINI

DIRECTEUR DE RECHERCHE AU CEA



## CARTE DE VISITE

→ Directeur de recherche au CEA et responsable du laboratoire Stress Oxydant et Détoxication

→ Fondateur de l'Observatoire de l'Azote, un espace de médiation scientifique

→ Co-fondateur de Cantines sans Plastique, un collectif citoyen dont l'action a permis la reconnaissance, dans la loi Egalim, des dangers sanitaires liés aux plastiques alimentaires.

→ Lanceur d'alerte sur la dangerosité des nitrites et des PFAS

→ Administrateur de Sciences citoyennes et membre du collectif Scientifiques en rébellion

*En quoi produire des savoirs engage-t-il les scientifiques ? Quels seraient les termes de cette responsabilité ?*

→ Parler de responsabilité pose question : pourquoi se demande-t-on si les scientifiques sont responsables ? Cela demande peut-être de revenir sur ce concept de « responsabilité » : quelles que soient nos activités et positions sociales, nos croyances et idéologies, nous sommes toutes et tous responsables. Nous faisons partie d'un milieu professionnel, social, culturel, de vie dont on ne peut faire abstraction. Nous faisons partie de plusieurs « tout » et cette appartenance équivaut à un système de relations dans lesquelles nous sommes « par nature » engagés.

Personne ne vit hors-sol, complètement déconnecté des mondes qu'il habite, et les scientifiques n'échappent pas à la règle. Cette présence, cet engagement, ont toujours été quelque chose de relativement évident, naturel, que ce soit du temps de Fritz Haber ou d'Oppenheimer<sup>1</sup>. Je ne parle pas de la responsabilité vis-à-vis de nos actes, à la lumière d'une morale qui s'imposerait à nous, et qui est toujours une production sociale et culturelle donnée. La responsabilité à laquelle nous faisons souvent référence avec Isabelle Stengers<sup>2</sup>, c'est la *response ability*, la capacité de répondre à des individus, à une situation, à un problème donné, de répondre au milieu de vie dans lequel on est engagé. **La responsabilité est la forme de notre capacité à**

<sup>1</sup>NDLR : dont les travaux respectifs, sur la synthèse industrielle de l'ammoniac (Haber) et la physique de fission nucléaire (Oppenheimer) ont rendu possible les engrais chimiques et explosifs, et la bombe atomique.

<sup>2</sup>Jérôme Santolini et Isabelle Stengers, *Les scientifiques doivent repenser leur rapport au monde*, Libération.fr, 16 mai 2024

# « SI LES SAVOIRS N'ONT PAS POUR FINALITÉ DE CONTESTER UN PROJET DE SOCIÉTÉ, ILS INCARMENT NÉANMOINS « PAR ESSENCE » UNE POSTURE CRITIQUE »

**nous lier aux autres.** Cette responsabilité vaut également pour les scientifiques mais elle est d'autant plus importante que les savoirs qu'ils produisent influencent profondément les représentations que nous avons des mondes que nous habitons, modifient en profondeur la nature même de ces mondes, fabriquent des mondes. En ce sens, la responsabilité – la nécessité – de répondre au monde que nous contribuons à façonner, est un élément central de la vie des chercheurs.

*Comment penser les relations entre savoirs scientifiques, pouvoirs publics et projet de Société, sans réduire la science à un instrument d'autorité ou de légitimation ?*

→ Les sciences ont *toujours* été en interaction avec le monde social et en particulier avec les puissances publiques ou privées. Le mot *toujours* peut sembler excessif : ce ne

sont pas toutes les sciences, partout et tout le temps, mais il y a *toujours* eu des lieux et des moments dans l'histoire des sciences où les savoirs ont été utilisés comme un instrument d'autorité ou de puissance technique, où elles ont servi des projets de domination, physique ou morale. La question que nous devons poser aujourd'hui est celle des alliances : pour qui travaillent les scientifiques, qui sont leurs alliés, à quoi servent leurs savoirs, pour quels projets, pour fabriquer quels mondes ?

Cette question ne s'est longtemps pas posée parce que les sciences étaient tellement consubstantielles au projet moderne que leur contribution était impensée. Les pratiques de la communauté scientifique étaient alignées avec celle des puissances publiques et privées autour de notions comme le progrès, le développement technique,

industriel... Au tournant des années 1960-70, de nouvelles épistémologies ont conduit à la production de savoirs critiques vis à vis du projet de société que la communauté avait soutenu et contribué à mettre en place depuis des décennies. Ces savoirs critiques se sont développés sur plusieurs fronts que cela soit l'habitabilité de notre planète, de notre milieu, mais aussi les façons de vivre ensemble héritées de la modernité, engageant non seulement les sciences du climat ou de l'écologie, mais aussi la toxicologie, l'épidémiologie, la sociologie, l'anthropologie, sciences politiques... Jusqu'alors les crises apparaissaient comme des problèmes gênants mais transitoires, qui pouvaient être traités isolément, et auxquels on pouvait apporter une solution technique locale et adaptée. Mais la prise ensemble de ces savoirs a finalement révélé la dimension systémique de la crise, sa

relation étroite avec le concept de progrès et la nécessité de trouver des réponses non dans des solutions-rustines mais dans une approche globale et un changement de société radical.

Dès les années 80, il y a une première réaction à cette émergence de savoirs critiques, avec l'avènement du néolibéralisme. Les termes de l'alliance avec les scientifiques sont alors redéfinis au travers du concept d'économie de la connaissance<sup>3</sup>, qui va réaffirmer la soumission du projet scientifique au projet politique. Il ne s'agit pas de servir l'intérêt général, ni de construire un bien commun mais de contribuer à un projet politique et économique. Nous sommes toujours dans cette séquence, aujourd'hui on ne s'attaque plus seulement à l'organisation du monde de la recherche et de l'enseignement supérieur mais aussi aux savoirs qui construisent notre rapport au monde, comme nous le pouvons le voir aux États-Unis avec l'offensive de Trump contre certaines sciences.

*Comment comprendre cette notion de savoir critique ?  
Quel est leur rôle dans une démocratie ?*

→ Il faut d'abord préciser que les savoirs ne sont pas critiques par eux-mêmes. C'est quand ils diffusent dans la sphère sociale que la critique émerge. Quand

vous écrivez un article dans un journal scientifique, vous n'écrivez pas un article critique. Vous écrivez un article, vous produisez un savoir qui va ensuite circuler dans le monde réel, et peut-être percuter un certain nombre de préjugés, d'habitudes, etc. Selon la façon dont il va être reçu, il pourra être considéré comme critique. Quand on dit savoir critique, ce n'est pas le savoir qui critique la société. C'est la société qui se sent critiquée par le savoir.

Si les savoirs n'ont pas pour finalité de contester un projet de société, ils incarnent néanmoins « par essence » une posture critique : ils questionnent en permanence notre rapport au monde, et souvent dans des situations où ce rapport est déjà mis à la question. Le mot critique vient de *krisis* (crise) qui, chez Hippocrate, désignait le moment paroxystique où il fallait juger si le malade allait guérir ou mourir. La crise, c'est le moment où il faut faire un choix. Les savoirs sont là pour éclairer ces choix.

*Comment percevez-vous l'engagement actuel de la communauté scientifique ?*

→ Ce n'est pas une lame de fond, mais cette transformation est visible et prend place dans le paysage de la communauté scientifique. Ce n'est pas quelque chose d'anecdotique comme la désertion de Grothendieck<sup>4</sup>, c'est quelque

chose de beaucoup plus systémique qui touche surtout les jeunes générations de chercheurs, y compris les précaires et ceux qui n'ont pas encore de statut. Ça prend de l'ampleur, sans être véritablement un raz-de-marée. En revanche l'engagement actuel des scientifiques modifie en profondeur le paysage et les discours institutionnels, le fonds commun du discours des scientifiques, parce que les savoirs critiques sont devenus de plus en plus visibles et avec eux les scientifiques qui se réclament de ces savoirs. Et savoirs et scientifiques ne sont pas simplement visibles. Ils sont aussi légitimés et valorisés. Vous n'êtes plus isolé car c'est toute une communauté qui se mobilise. Vous êtes porteur de savoirs qui ont pris une place centrale non seulement au sein de la communauté scientifique, mais aussi dans l'espace médiatico-politique. Si vous vous mobilisez en tant que scientifique sur la question du réchauffement climatique, votre posture n'est plus celle du lanceur d'alerte qui pourrait être facilement neutralisée au motif de votre militance. Si vous n'êtes plus seul, symboliquement, vous le restez dans votre pratique quotidienne parce que l'institution n'a pas la même temporalité ni la même facilité à se transformer et à s'adapter à cette nouvelle donne scientifique et politique.

<sup>3</sup>NDLR : conception de la connaissance comme un actif économique, vecteur de valeur et de richesse

<sup>4</sup>NDLR : Figure majeure des mathématiques du XXe siècle, qui s'est retiré de la communauté scientifique, en rupture avec les institutions académiques dans les années 1970

*Comment intégrer une dimension politique, au sens citoyen, dans la production des savoirs ?*

→ Les savoirs sont des objets éminemment politiques. savoirs et scientifiques sont nécessairement situés c'est-à-dire qu'ils appartiennent à une situation donnée, ils en sont le produit. La question qui se pose est : en ont-ils conscience, sont-ils capables de percevoir la situation dans laquelle ils sont pris ? Pas d'être situé mais de se situer. Dans les termes de votre question, cela revient à se demander si les scientifiques ont conscience que leur activité est fondamentalement politique, de voir le système de relations et d'interactions qui situe et politise la production de connaissances. Pour moi la réponse, en sciences dures, est non. Ce qui amène une autre question : comment on en prend conscience et comment on fait de cette prise de conscience un élément moteur ?

Être en capacité de se situer et d'objectiver les dimensions socio-écologiques et politiques, c'est une forme d'émancipation et de libération par rapport à une contrainte invisible. C'est la différence entre les sciences terrestres et les sciences domestiques. Quand on produit une connaissance, on répond nécessairement à un *Zeitgeist*, à l'air du temps. Il faut objectiver ce lien, le rendre visiblement politique, le démocratiser. C'est tout l'enjeu de la médiation scientifique. Il n'y a pas « en amont » une production de connaissance hors-sol et « en aval » un processus de médiation qui tenterait de lier ces savoirs aux enjeux socio-écologiques. Au contraire la médiation scientifique doit se positionner comme préalable à toute production de connaissances. L'objectif d'un scientifique n'est pas de parler à sa communauté, ça n'est pas d'écrire et publier des articles pour les quelques dizaines de personnes dans le monde qui vont le lire. Ce qui est important, c'est qu'il soit capable de faire circuler

ses questions et ses savoirs au sein du milieu dans lequel il vit, milieu qui est l'origine et la raison d'être des questions qu'il se pose.

Et si aujourd'hui nous sommes confrontés à une crise systémique, si le GIEC par exemple est complètement inaudible, ce n'est pas parce qu'il est en collusion avec les puissances publiques ou privées, c'est parce que les scientifiques utilisent un langage qui ne parle pas aux gens et qui les rend incapables de mobiliser leurs savoirs dans l'espace public. En fait, le véritable moteur de l'engagement des scientifiques, c'est simplement se sentir mieux par rapport à leur savoir, par rapport à leur communauté et par rapport au monde. Et la seule façon de le faire, c'est de se laisser réaffecter, ou ré-infecter, au sens de Donna Haraway, par le monde. C'est une expérience douloureuse mais nécessaire, parce qu'on ne l'évitera pas mais aussi parce que c'est la juste expérience à vivre. ■

« QUAND ON DIT SAVOIR CRITIQUE, CE N'EST PAS LE SAVOIR QUI CRITIQUE LA SOCIÉTÉ. C'EST LA SOCIÉTÉ QUI SE SENT CRITIQUÉE PAR LE SAVOIR. »

# SOCIÉTÉ – SCIENCES : INVERSER LE MODÈLE POUR UN DIALOGUE TRANSFORMATEUR

*Cet article a été rédigé au nom d'Ellyx, sur la base de réflexions collectives menées en son sein.*

Le couple « sciences - sociétés » repose traditionnellement sur une réflexion relative aux relations et au dialogue entre le monde scientifique et la Société d'une manière générale. On peut aussi remarquer que l'expression traduit aussi un continuum qui structure largement la mise en dispositif des activités de recherche et d'innovation. Elle positionne symboliquement un sens unidirectionnel qui place les scientifiques comme des producteurs de connaissances, de concepts, de solutions, qui auraient vocation ensuite à être transférés et valorisés par des acteurs socio-économiques. Projeté ainsi dans une chaîne de l'innovation (représentée par l'échelle TRL) qui organise les mécanismes de maturation et de transfert jusqu'aux cadres de financement, il participe d'une vision utilitariste au bénéfice d'un modèle où l'innovation économique serait le débouché naturel de l'activité de recherche. Dès lors, le retournement du modèle actuel, que nous pouvons formuler simplement par « société – sciences », ouvre de nouvelles réflexions sur la manière dont la science est positionnée au service de la société. Il interroge tout à la fois la capacité des systèmes de recherche et d'innovation à intégrer les enjeux sociétaux comme sources légitimes de questionnement scientifique et à revisiter les rôles et fonctions des acteurs de la recherche.

En 2016, le terme « post-vérité »<sup>1</sup> faisait son entrée dans le dictionnaire d'Oxford, entérinant par là sinon une forme de défiance, du moins une fragilisation du fait scientifique dans l'espace public. Depuis, les discours antiscience ont gagné du terrain, trouvant même parfois une traduction officielle, notamment aux États-Unis. Cette évolution nous invite, dans une perspective de rapprochement entre les sciences et la société, à replonger dans les fondamentaux de la science moderne.

**« Une tour d'ivoire devient indéfendable quand ses murs sont soumis à un assaut prolongé. Après une longue période de sécurité relative, au cours de laquelle la poursuite et la diffusion de la connaissance passèrent au premier plan, sinon au premier rang, dans l'échelle des valeurs culturelles, les scientifiques sont désormais obligés de faire valoir les voies de la science auprès des hommes. » (R.K Merton)**

<sup>1</sup>Défini comme « ce qui fait référence à des circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence pour modeler l'opinion publique que les appels à l'émotion »

En 1942, Robert K. Merton<sup>2</sup> théorise l'éthos de la science dans un article initialement intitulé « *Science and Technology in a Democratic Order* », comme une alerte ou du moins comme une réponse à l'instrumentalisation des sciences par le régime nazi. Merton formule alors quatre normes qui régissent la démarche et les institutions scientifiques qui ont historiquement garanti l'autonomie et la crédibilité de la science moderne (même si elles ont pu être commentées depuis).

La 1<sup>ère</sup> norme, l'universalisme, renvoie à l'objectivité des connaissances issues de la recherche scientifique, qui doivent être évaluées indépendamment des caractéristiques sociales, institutionnelles ou personnelles de ceux qui les produisent.

« *L'impératif de l'universalisme est profondément enraciné dans le caractère impersonnel de la science* ».

La 2<sup>ème</sup> norme dite de « communisme » (ou « communalisme ») au sens mertonien, souligne que les connaissances scientifiques ne relèvent pas d'une propriété privée : elles « *sont un produit de la collaboration sociale et sont mises à disposition de la communauté* ».<sup>3</sup>

Le désintéressement renvoie à une exigence normative selon laquelle les scientifiques sont supposés orienter leur activité vers la recherche de vérité et non vers la poursuite de bénéfices personnels. Ici « *le désintéret ne doit pas être assimilé à l'altruisme* » mais plutôt à une forme de régulation. Cette intégrité morale, voulue par l'institution, se conçoit comme une norme de contrôle (pour limiter,

entre autres, les fraudes). Enfin, le scepticisme organisé désigne l'obligation de soumettre les résultats scientifiques à un examen critique systématique. Les connaissances produites ne sont acceptées qu'après avoir été confrontées à la communauté scientifique.

## SOCIOLOGIE DES SCIENCES : UN SOCLE SOLIDE ET UN ANGLE MORT

Nous pourrions discuter à quel point ces normes restent opérantes<sup>4</sup> notamment dans un contexte de forte marchandisation de la recherche (propriété intellectuelle, brevets, partenariats industriels). Nous pourrions aussi nous demander pourquoi la confiance en la science est aujourd'hui entamée alors que les conditions institutionnelles de production et de circulation du savoir sont solidement organisées. Il nous semble qu'une des multiples explications tient à la façon dont l'identification et l'énoncé des problèmes scientifiques s'opèrent, un angle mort de la structure normative posée par Merton.

En réponse à cette limite, Bloor et Barnes<sup>5</sup> ont travaillé sur les normes sociales, les cadres et les biais cognitifs qui influencent l'activité scientifique, sans présumer de leur validité. Bruno Latour et Steve Woolgar<sup>6</sup> prolongeront ces travaux en interrogeant la distinction entre le social et le scientifique. La sociologie des sciences a ainsi démontré que la formulation des objets scientifiques n'est pas neutre. Avant d'être stabilisés et soumis aux normes de validation décrites par Merton, les faits

scientifiques sont construits collectivement à travers des pratiques, des réseaux d'acteurs et des controverses. Par ailleurs, comme le rappelle Michel Callon, « *l'activité scientifique ne s'arrête pas avec la fabrication d'énoncés ; elle se poursuit avec leur mise en circulation hors du laboratoire* »<sup>7</sup>. La science s'inscrit donc toujours dans un contexte sociétal et l'assumer ne remet en cause ni son autonomie ni son intégrité. Cela nous invite simplement à en tenir compte. Et ce qui vaut à l'échelle du laboratoire vaut aussi à celle des institutions qui structurent les règles et les cadres de financement des activités scientifiques.

Cet état de fait devrait nous amener à considérer la gouvernance et la définition des politiques de recherche et d'innovation comme un enjeu politique, et donc démocratique, de premier plan. Deux grandes questions se posent alors : qui décide des enjeux à explorer, au nom de quoi ? Comment organiser l'ancrage des démarches de recherche et d'innovation dans une finalité d'intérêt général, définie et débattue dans le cadre de nos institutions démocratiques ?

## DE LA MÉDIATION À LA FORMULATION DES QUESTIONS

S'il n'existe pas de science surgissant *ex nihilo*, hors du monde social, il serait pertinent d'explicitier les choix et les arbitrages qui orientent la production de connaissances et de technologies, ainsi que leur portée, du point de vue de l'intérêt général.

<sup>2</sup>Merton Robert King, « *The normative structure of science* », in *The Sociology of Science : Theoretical and Empirical Investigations*, University of Chicago Press, 1942

<sup>3</sup>Ibid

<sup>4</sup>Merton avance, dans ce même article, que « *le communisme de l'éthique scientifique est incompatible avec la définition de la technologie comme « propriété privée » dans une économie capitaliste.* »

<sup>5</sup>Voir à ce sujet les analyses développées dans le « *programme fort* » (Barnes & Bloor)

<sup>6</sup>Latour et Woolgar, *La Vie de laboratoire*, 1988

<sup>7</sup>M. Callon, « *Quatre modèles pour décrire la dynamique des sciences* », in M. Akrich, Callon, B. Latour, *Sociologie de la traduction*, 2006

Plus important encore, prendre en compte la société, c'est convenir que les besoins sociaux, les vulnérabilités ou les risques écologiques sont aussi des points de départ légitimes pour formuler des questions scientifiques, au même titre que le développement des organisations économiques. Cela ne signifie pas la subordination de la science, ni la fin de la recherche fondamentale. Il s'agit plutôt de reconnaître qu'elles se développent, tout comme les innovations qui en découlent, selon des logiques peu discutées. À l'image de l'art, qui ne relève pas du seul registre des artistes, la science ne relève pas exclusivement de celui des scientifiques. Les grandes découvertes peuvent précisément se faire en réponse à des problèmes que vivent les citoyens, en les mettant au cœur de l'expression de leurs besoins et de la chaîne de l'innovation. Certes les cadres de discussion existent : sciences participatives, conventions citoyennes, débats publics, conférences de consensus... et ces espaces sont nécessaires car ils permettent de reconnaître des situations vécues (handicap, deuil, 1000 premiers jours de l'enfance...) comme des objets scientifiquement reconnus. Pour Michel Callon, ils sont à considérer « *comme une description idéalisée des réalités existantes et comme une référence mobilisée en tant que de besoin par les acteurs pour organiser, de manière systématique, le monde dans lequel ils ont décidé de vivre [...]. Ils ont aussi une fonction démocratique importante : [ce] qui se joue, c'est la capacité pour certains groupes, soudain interpellés, de se définir, à travers la production de connaissances, des intérêts, des risques admissibles, des projets, et, bien*

*que minoritaires, de les faire reconnaître comme légitimes. Ceci n'est qu'un cas particulier d'un problème politique actuel plus général : celui de la reconstruction du lien social à partir de l'existence reconnue de minorités. »*<sup>8</sup> Les cadres interviennent le plus souvent en aval : ils accompagnent des orientations scientifiques déjà constituées et la participation porte plus souvent sur les usages et la collecte de données, la légitimation ou l'acceptabilité sociale que sur la formulation des questions scientifiques. Distinguons néanmoins ici certaines initiatives, par exemple en Suisse ou au Danemark<sup>9</sup>, visant à positionner les électeurs sur des choix scientifiques ou techniques, ou en évaluateurs de programmes de recherche ou d'innovations.

Dans une perspective *société-sciences*, la science n'est pas l'étape initiale d'un continuum linéaire qui se déroule jusqu'à la valorisation commerciale et sociétale de ses productions. Il s'agit surtout de considérer les initiatives, les préoccupations, les idées portées par des acteurs sociaux en les analysant et en les formalisant. La science intervient alors pour mettre en intelligibilité par la problématisation, la mise en critique, le questionnement et l'éclairage. Ce renversement modifie les postures scientifiques et « profanes » : les chercheurs ne sont plus seulement pensés comme des producteurs de savoirs isolés, ils sont aussi reconnus comme des acteurs eux-mêmes inscrits dans la société. Ils travaillent au sein d'un tissu de relations, de valeurs et de contraintes ; leur expertise permet de proposer une mise en sens à travers des cadres

conceptuels et des méthodes scientifiques. Réciproquement, les acteurs sociaux ne se situent pas hors des démarches scientifiques, mais peuvent les reconnaître comme des vecteurs de compétences pour problématiser et développer des connaissances nouvelles à partir de méthodes rigoureuses. Cela inscrit la science comme un pilier de l'apprentissage pour chacun, non comme une vérité à laquelle il faudrait naturellement se soumettre.

**« La société ne peut fonctionner sans connaissance, pas plus que la connaissance ne peut exister sans soutien social approprié »**

Il serait faux de dire que les enjeux de développement durable, d'inclusion ou de transitions sont ignorés, mais ils sont traités *via* des cadres de gouvernance et des instruments inadaptés, avec un risque de réduction de leur complexité à des indicateurs de performance ou d'impact. Pour Sheila Jasanoff, « *L'économie néoclassique et les modèles de choix rationnel ont cherché à expliquer pourquoi les entreprises innovent et comment les gouvernements peuvent orienter la recherche et le développement pour une productivité accrue. Ces approches ne fournissent, au mieux, que des descriptions schématiques des diverses réponses humaines au changement climatique, aux armes biologiques, au clonage des mammifères, aux aliments génétiquement modifiés, aux nouvelles technologies de reproduction, aux maladies émergentes, à la perte de biodiversité, aux techniques de miniaturisation et à la*

<sup>8</sup>Voir à ce sujet l'article de Michel Callon, *Des différentes formes de démocratie technique*, Les Cahiers de la sécurité intérieure, INHESJ, 1999

<sup>9</sup>Bernadette Vincent-Bensaude, *S'approprier ou partager la science ? La Pensée*, 2018

croissance d'Internet [...] Les discours dominants en économie, en sociologie et en science politique manquent de vocabulaire pour appréhender les processus complexes et inégaux par lesquels la production scientifique et technologique s'entremêlent avec les normes et hiérarchies sociales ». <sup>10</sup> En effet, les cadres sociaux, culturels et politiques participent à la définition collective de ce qui devient un objet scientifique légitime. Dans le même temps, les cadres institutionnels limitent la capacité à appréhender et à traiter efficacement les enjeux sociétaux complexes, renforçant par là un ressenti d'inaction, voire de polarisation.

L'élaboration d'un nouveau narratif réconciliateur est tentante, pour repenser la manière dont les enjeux sociétaux s'articulent avec la science. Mais plusieurs imaginaires du progrès sont déjà à l'œuvre, sans y parvenir. Prenons les États-Unis, la Chine et l'Europe, qui concentrent la majorité des dépenses mondiales de recherche et des publications scientifiques. Aux États-Unis, le lien entre sciences et société tend à ignorer les alertes sur la finitude des ressources ou les seuils écologiques, qui sont souvent perçus comme des freins à l'innovation et à la compétitivité. Ces limites sont traitées comme des contraintes temporaires appelées à être dépassées par davantage de science, la question des enjeux sociaux relevant, quant à elle, plutôt du ressort des acteurs de la philanthropie. La Chine propose aussi une approche technosolutionniste mais radicalement différente dans son organisation. Plusieurs

enjeux sociétaux sont priorités (transition bas carbone, souveraineté énergétique, vieillissement...) et bénéficient d'une R&D fortement coordonnée<sup>11</sup> et verrouillée par un « État d'ingénierie<sup>12</sup> » dans une logique de contrôle. Enfin, l'Europe constitue un troisième idéal type : elle s'appuie davantage sur des logiques de régulation et développe une approche structurée des politiques d'innovation « orientées par missions<sup>13</sup> ». Historiquement associées à de grands programmes américains (comme Apollo ou la lutte contre le cancer), ces politiques ne s'y sont toutefois pas institutionnalisées. C'est aujourd'hui en Europe que l'on observe les efforts les plus visibles pour structurer et étendre ce type d'approche, notamment à travers les Missions d'Horizon Europe<sup>14</sup>.

Cette rapide comparaison met en évidence une réalité commune, dans des situations très différentes : aucune des orientations ne parvient à instituer des mécanismes permettant de faire des enjeux sociétaux des questions scientifiques collectives et comprises. Les différences d'appréhension entre ces modèles restent toutefois marginales au regard du cadre plus général de l'économie de marché, qui a fait de la consommation de biens et de services le moteur principal du développement. Dans ce contexte, l'ensemble des pays demeure largement façonné par une logique technosolutionniste, qui n'offre pourtant ni un sentiment de plénitude sociale, ni l'espoir d'une résolution de problématiques écologiques toujours plus criantes.

<sup>11</sup>Li, Y., Wang, Z., Imbert Rodriguez, M.A. et al. *Defining organized R&D: collective action for mission-oriented innovation*, *Nature*, 2025

<sup>12</sup>Dan Wang, « Breakneck : China's Quest to Engineer the Future », 2025

<sup>13</sup>Voir les travaux de Marianna Mazzucato et de l'Institute for Innovation and Public Purpose ([www.ucl.ac.uk](http://www.ucl.ac.uk))

<sup>14</sup>[www.horizon-europe.gouv.fr/les-missions-europeennes](http://www.horizon-europe.gouv.fr/les-missions-europeennes)

## L'INTERFAÇAGE COMME FONCTION MANQUANTE DES SYSTÈMES DE RECHERCHE

Les transformations systémiques requièrent à la fois des compétences scientifiques solides et une prise en charge explicite des problèmes de la société. Cette reconnexion n'est pas pleinement possible avec, d'un côté, une recherche performante orientée vers le marché et bien dotée ; de l'autre, des démarches participatives ou associatives socialement pertinentes mais institutionnellement marginalisées. L'absence de dispositifs capables de faire des enjeux sociétaux et des limites physiques un principe structurant de la production scientifique doit d'abord nous questionner ; puis nous inviter à agir en pensant des formes nouvelles d'interfaçage entre science, société et institutions, capables de gouverner démocratiquement les agendas de recherche sans subordonner la science ni la dissoudre dans la décision politique. ■

### EN RÉSUMÉ

→ La posture classique sciences – société place la science en amont, la société en aval (impact, valorisation des résultats).

→ Mais cette conception ne permet pas de répondre aux enjeux complexes (crises sociales, écologiques, démocratiques...)

**→ L'inversion société – sciences prend les problèmes sociaux comme point de départ de la formulation scientifique.**

→ Ce qui implique de redéfinir le rôle du chercheur et la légitimité des acteurs de l'intérêt général comme co-producteurs de connaissances.

→ La contribution transformatrice de la science ainsi que les besoins sociaux qui nécessitent sa mobilisation comptent autant que les connaissances qu'elle produit.

# R&D ET TRANSFORMATIONS SOCIALES : DE LA COMPRÉHENSION À L'ACTION COLLECTIVE

La recherche-développement (R&D) n'est plus l'apanage des initiatives techniques technologiques ou industrielles. Aujourd'hui, les acteurs de l'intérêt général s'emparent de ce cadre et mobilisent les sciences humaines et sociales, dans une volonté d'amélioration durable de la société. Et à raison : les activités de création de connaissances nouvelles sont déterminantes pour comprendre, débattre et agir sur les phénomènes que nous vivons. Avec cette R&D sociale<sup>1</sup>, c'est une nouvelle forme de création de connaissances qui voit le jour, pour résoudre des problèmes collectifs par l'expérimentation en contexte réel.

Dans une perspective de transformation sociale, les expérimentations imaginées en conditions contrôlées ou en limitant le nombre de variables risquent de ne fournir que des enseignements limités et de faible intérêt. Ce qui est central ici est la capacité à agir sur les conditions, le contexte qui permettent d'expérimenter réellement, afin de produire des enseignements pertinents. La transformation doit donc être effective pour pouvoir expérimenter, même de façon dégradée. Si les conditions du concept ne sont pas réunies, on teste au mieux une version incomplète, au pire, quelque chose de différent. Par exemple, pour expérimenter l'école inclusive, il faut avoir formé les enseignants, adapté les programmes, financé les outils et sensibilisé parents et élèves. La visualisation ci-dessous est une première étape pour se représenter le défi posé ici par le développement expérimental. Ce travail pose de nombreuses questions sur le type d'activités recouvrées, les enjeux scientifiques et les cadres de production de connaissance. Il doit pouvoir être affiné et discuté, dans une perspective démocratique, y compris en créant des liens avec différentes écoles et épistémologies qui ne sont pas nécessairement envisagées dans le manuel de Frascati.

## LA R&D N'EST PAS QUE TECHNOLOGIQUE

Bien que la R&D soit souvent assimilée aux sciences expérimentales (physique, chimie...) et à la technologie, le Manuel de Frascati (OCDE) rappelle qu'elle englobe, via les SHS, l'étude de « l'homme, de la culture et de la société ».

Pour être qualifiée de R&D, une activité doit valider 5 critères :

**NOUVEAUTÉ**  
Créer du savoir, pas juste des applications

**CRÉATIVITÉ**  
Capacité à explorer des usages, processus différents...

**INCERTITUDE**  
Résultat inconnu à l'avance

**CARACTÈRE SYSTÉMATIQUE**  
Méthode robuste

**REPRODUCTIBILITÉ TRANSFÉRABILITÉ**

## TROIS MÉTHODES POUR CRÉER DES CONNAISSANCES NOUVELLES

La R&D s'organise autour de 3 catégories d'opérations de recherche scientifique ou technique :



### LA RECHERCHE FONDAMENTALE

Travaux théoriques sans viser d'application particulière



### LA RECHERCHE APPLIQUÉE

Connaissances dirigées vers un objectif pratique



### LE DÉVELOPPEMENT EXPÉRIMENTAL

Pour aboutir à de nouveaux produits ou procédés (ou améliorer l'existant)



# QUESTION DU DÉVELOPPEMENT EXPÉRIMENTAL POUR LA TRANSFORMATION SOCIALE

Dans le cas des innovations sociales, le développement expérimental ne peut se faire en laboratoire. Il se fait forcément en contexte réel avec la complexité et les incertitudes associées aux phénomènes sociaux. La R&D s'intéresse ici à des changements structurels. Elle peut aussi développer des services ou des produits, mais toujours en association avec d'autres objets expérimentaux, comme :

**DES NORMES ET RÈGLES NOUVELLES**

**DES MODÈLES D'ORGANISATION ET DE COOPÉRATION**

**DES CADRES INSTITUTIONNELS, DES POLITIQUES PUBLIQUES**

# VERS UNE R&D SOCIALE

La R&D sociale ne cherche pas un débouché commercial en premier lieu, mais l'intérêt général. Pour être pleinement utile aux transformations sociales, elle requiert :

→ D'outiller les acteurs pour éclairer des choix collectifs et démocratiques.

→ D'impliquer des parties prenantes capables de modifier les leviers législatifs, réglementaires ou économiques.

# UN BESOIN DE CLARIFICATION POUR AGIR SUR LA SOCIÉTÉ

Plusieurs façons de produire de la connaissance sont possibles selon le résultat visé et les acteurs mobilisés. Certaines sont inconditionnelles, d'autres proposent des apports utiles en termes démocratiques et contributifs : co-définition des problèmes, expressions de voix marginalisées, intelligence collective, voire co-crédation de réponses... **Reste un élément qui nécessite d'être étudié et débattu : qu'est-ce qui caractérise une nouvelle forme de développement expérimental à caractère social ?**

RÉGIME	MODALITÉS	RÉSULTAT PRINCIPAL	ACTEURS CLÉS
Légitime	Recherche Fondamentale	→ Théories et savoirs généraux	→ Chercheurs académiques
Complémentarité reconnue de manière marginale	Science participative	→ Expression et montée en compétence citoyenne collective	→ Chercheurs → Non chercheurs
Complémentarité reconnue de manière marginale	Sciences citoyennes	→ Contre-pouvoir et émancipation citoyenne	→ Acteurs socio-économiques (citoyens, associations...) → Chercheurs académiques possible
Légitime	Recherche Appliquée	→ Solutions à un problème pratique	→ Chercheurs → Organisations
Complémentarité reconnue de manière marginale	Recherche-Action participative	→ Apprentissages communs	→ Chercheurs → Organisations → Citoyens/Associations
Requis	Développement expérimental	→ Nouveaux matériaux, produits, services, procédés...	→ Innovateurs / Expérimentateurs (ingénieurs, chercheurs, acteurs non académique)
En émergence	Développement Expérimental « Social »	→ Innovations et transformations réelles	→ Innovateurs → Chercheurs → Décideurs (législation, économie, action publique)

Quelle caractérisation demain ?



**NOUVEL**

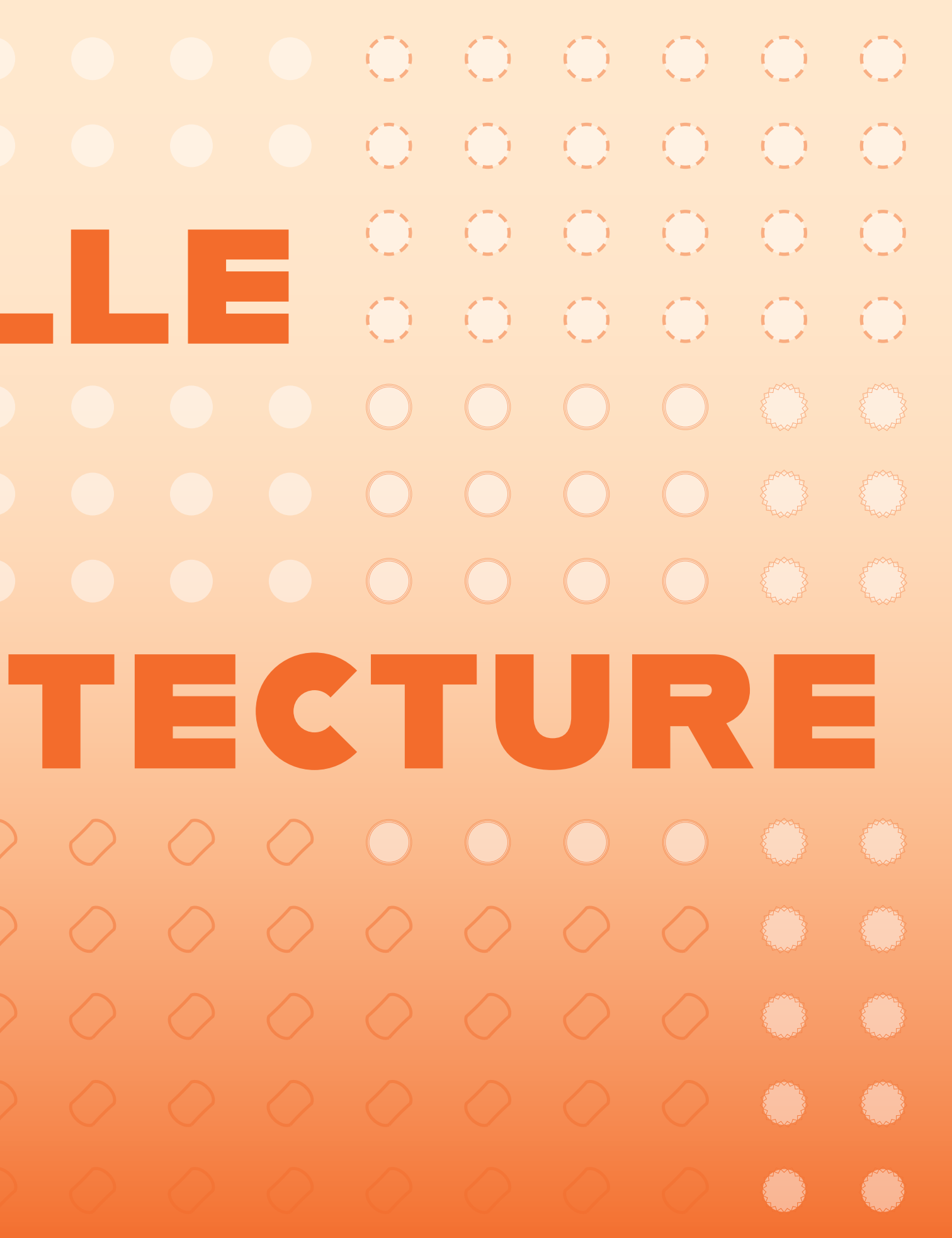


**ARCHI**

→ **UN APERÇU DE TRAVAUX  
DE R&D EN COURS POUR  
IMAGINER L'ÉCOSYSTÈME  
D'INNOVATION DE DEMAIN**

LE

TECTURE



# VERS UN NOUVEAU PARADIGME SOCIÉTÉ - SCIENCES : D'OÙ PARTONS-NOUS ?

La deuxième édition de l'enquête Innovation et Société menée par Ellyx, en partenariat avec 15 réseaux nationaux de l'innovation, de la recherche et de l'action publique a permis de recueillir la perception d'un large panel de professionnels de ces secteurs, sur le rôle de l'innovation face aux défis sociaux. Elle met en lumière un certain nombre de constats et de freins qui influencent le contexte dans lequel peut s'énoncer un changement de paradigme redéfinissant le point de départ et la finalité de la recherche et de l'innovation.

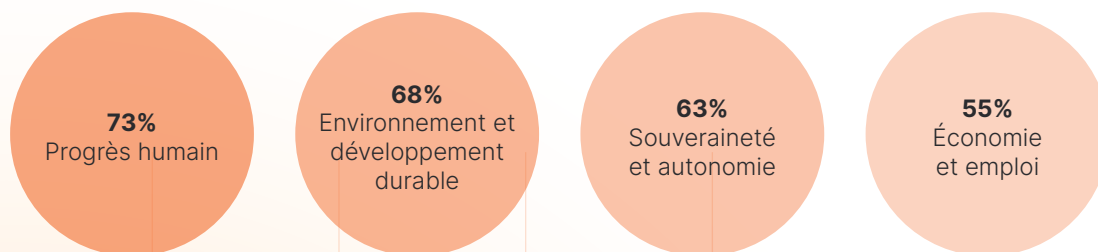
*Les résultats présentés ici sont à contextualiser, ils représentent la vision de 234 acteurs interrogés avec un profil spécifique (Un échantillon très qualifié, dominé par les cultures techno-scientifiques).*

## ENSEIGNEMENT N°1

**Une capacité imparfaite de réponses aux sujets les plus exposés aux risques de crise**

L'innovation apporte des solutions utiles, mais dont l'efficacité pourrait être renforcée particulièrement dans les domaines du progrès humain et dans ceux relevant de finalités sociétales.

### Part des participants estimant que l'innovation pourrait être plus efficace pour répondre aux enjeux de société

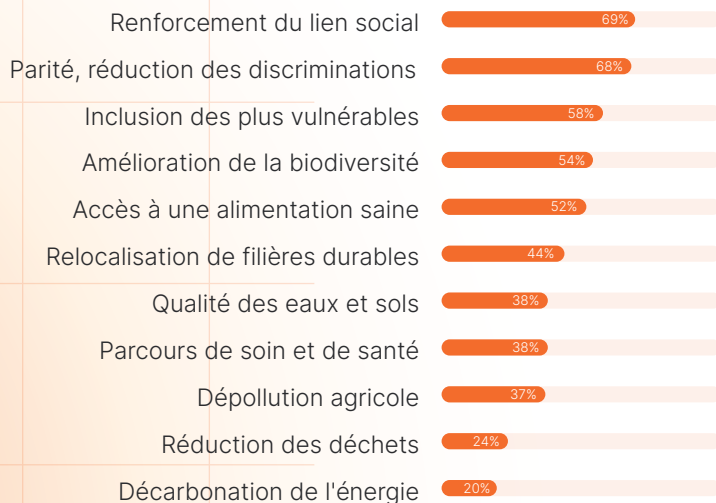


Lorsque les répondants sont interrogés sur la place de l'innovation dans la résolution de questions sociétales précises, des nuances apparaissent selon les problématiques :

→ Dans les domaines où sont souvent développées des solutions technocentrées (énergies, déchets, relocalisation de filières, biodiversité, qualité des sols), l'innovation semble avoir un impact tangible.

→ Pour les enjeux plus complexes et structurels (précarité, renforcement du lien social, inclusion), qui nécessitent des changements institutionnels, systémiques et culturels, l'impact de l'innovation semble moins convaincant.

### Classement des enjeux selon l'efficacité perçue de l'innovation



Proportion des répondant estimant l'innovation comme non efficace :

## ENSEIGNEMENT N°2

### Une tension entre la vision idéale d'une innovation porteuse d'intérêt général et la réalité observée sur le terrain

Les répondants expriment une adhésion très forte à une conception élargie de l'innovation. Entre 82% et 94% d'entre eux considèrent que l'innovation devrait contribuer à résoudre des problèmes sociaux et environnementaux, intégrer une lecture systémique des enjeux et associer une diversité d'acteurs.

Toutefois, une majorité des répondants participent à des projets technocentrés (55%), plus conformes aux cadres de financement et aux logiques institutionnelles dominantes. Les projets d'innovation à but social ou environnemental sans visée lucrative ne représentent que 17% des projets d'innovation accompagnés par les répondants.

### Finalité principale des 3 derniers projets d'innovation menés par les répondants

**49%** → Développer ou tester une technologie (produit, service procédé,...)

**20%** → Répondre aux enjeux de la transition écologique

**10%** → Faire évoluer les comportements individuels ou collectifs (sensibilisation, engagement citoyen, etc...)

**7%** → Créer de nouveaux débouchés ou segments de marché

**7%** → Répondre à un besoin sociétal non couvert par le marché (exclusion, précarité, territoires délaissés,...)

**5%** → Être plus efficace, optimiser son modèle organisationnel

**3%** → Autre

## ENSEIGNEMENT N°3

### Une tension qui s'exprime dans les coopérations et dispositifs mobilisés

L'enquête met en lumière un recours prioritaire aux outils les plus stabilisés du système d'innovation. Ainsi 80% des répondants perçoivent les dispositifs institutionnels classiques (recherche publique et financements publics) comme les plus déterminants. Les dispositifs plus partenariaux ou spécialisés (Cifre, laboratoires communs, incubateurs,...) sont moins cités, signe d'une diffusion ou une accessibilité plus confidentielle. Le constat est similaire si l'on s'intéresse aux structures d'accompagnement : les liens sont plus distendus avec les acteurs intermédiaires de soutien à l'innovation comme les centres de transfert (CRT, CDT, SATT,...).

## ENSEIGNEMENT N°4

### Un besoin d'agir prioritairement sur le cadre institutionnel

1. L'innovation sociétale est perçue comme contrainte. Sans **transformation du cadre politique et des stratégies internes**, l'intégration des enjeux sociétaux restera marginale.

2. Les acteurs appellent à une **impulsion institutionnelle**. Le poids très élevé accordé aux politiques publiques suggère que les acteurs voient la transition comme un **problème de coopération entre institutions**.

3. L'ordre de priorité des changements (politiques - organisations - compétences), suggère une vision où il faut **agir d'abord sur les institutions avant d'agir sur les structures et les individus**.

→ Retrouvez l'intégralité des résultats de l'enquête sur [www.ellyx.fr](http://www.ellyx.fr)



### Une enquête réalisée en partenariat avec

FRANCE CLUSTERS / FRANCE UNIVERSITÉS / ESS FRANCE / ANRT / RÉSEAU C.U.R.I.E / AFCRT / CONFÉRENCE DES GRANDES ÉCOLES / FRANCE VILLES ET TERRITOIRES DURABLES / FRANCE URBAINE / ANPP / AVUF / INTERCOMMUNALITÉS DE FRANCE / CNER

## ANALYSE

# ALLISS : RAPPROCHER LE TIERS SECTEUR DE LA RECHERCHE ET LES ÉTABLISSEMENTS DE L'ESR

L'Enseignement Supérieur de la Recherche (ESR) et le Tiers Secteur de la Recherche (TSR) suivent encore trop fortement des voies parallèles. Malgré leur richesse, les initiatives à la fois scientifiques et citoyennes se voient attribuer peu de légitimité et de résonance dans l'ESR. Si l'indépendance de la Recherche est un principe très valorisé par les chercheurs, cela n'interdit pas la coopération. Il existe un chemin et des conditions pour croiser ces univers, et mettre leur valeur au service des grands défis sociétaux.



→ **Madeleine Akrich**,  
Co-Présidente d'ALLISS



→ **Anne Jacquelin**,  
Co-Présidente d'ALLISS



### GLOSSAIRE

**ESR** → l'Enseignement Supérieur de la Recherche (ESR) regroupe l'ensemble des universités, grands organismes de recherche (CNRS, INRAE...), grandes écoles impliqués dans des activités de recherche académique ou appliquée.

**TSR** → le Tiers Secteur de la Recherche (TSR) comprend l'ensemble des acteurs qui n'appartiennent ni au secteur de l'enseignement supérieur, ni au secteur industriel et impliqués (ou désireux de l'être) dans des activités de production de connaissances qu'ils mènent seuls ou en collaboration avec des acteurs de l'ESR. Il comprend notamment les associations, les collectifs de citoyens, les coopératives, les entreprises sociales, les entreprises à lucrativité limitée, les collectivités territoriales, les syndicats.

### UN CONSTAT : DES UNIVERS TROP SOUVENT PARALLÈLES

Si la recherche avec et pour la Société existe et que les liens entre la société civile et les Universités sont réels, ils souffrent néanmoins d'être invisibilisés, sous-estimés et sous-équipés. En dépit d'un intérêt réel des citoyens, des associations et des collectivités pour les démarches de recherche qui permettent d'approfondir la réflexion sur des sujets cruciaux, les besoins sociaux identifiés par ces acteurs sont rarement structurants dans la formulation des grands programmes de recherche ou des protocoles scientifiques. Cette situation s'explique notamment par le financement de l'ESR, qui, à l'instar de l'écosystème d'innovation, est organisé et structuré à partir d'un prisme techno-centré qui voit le développement technologique comme la condition du progrès socio-économique et ignore trop souvent les autres leviers de transformation.

Les liens entre TSR et ESR existent pourtant bel et bien. Ils s'incarnent à plusieurs degrés et sous des formes très variées : cela peut, par exemple, émaner d'associations de patients apportant leur concours à des chercheurs pour avancer dans la compréhension et la reconnaissance des pathologies ou faire évoluer les protocoles de prise en charge ; d'organisations de la société civile s'appuyant sur des chercheurs pour analyser les solutions déployées à un problème et jusqu'à des formats plus structurants comme des thèses Cifre, qui associent une organisation socio-économique et un laboratoire, ou des partenariats de recherche dans lesquels chercheurs comme citoyens s'investissent dans l'ensemble du travail de recherche. Les acteurs publics, comme les collectivités territoriales, ne sont pas en reste et mobilisent régulièrement ces ressources.

## « Institutionnaliser la co-production de connaissances dépasse la question, bien que centrale, du financement »

En 2025, à partir d'une base produite par ses adhérents, ALLISS a analysé plus de 130 projets de recherche en collaboration ESR/TSR en région Bretagne, qui montrent des terrains, des usages, des projets et des financements extrêmement variés. Empruntant tout ou partie des protocoles inspirés des pratiques de la recherche conventionnelle, les productions qui en sont issues constituent des ressources précieuses : au-delà des résultats en termes de savoirs académiques, elles jouent un rôle important dans le renforcement des apprentissages ou la consolidation des réseaux d'acteurs. Cet écosystème protéiforme est dynamique et échappe aux radars classiques, précisément parce qu'il n'est pas organisé par les institutions de recherche conventionnelles.

### ASSOCIER LA SOCIÉTÉ CIVILE AUX GRANDES QUESTIONS DE RECHERCHE

Rapprocher ESR et TSR et institutionnaliser la co-production de connaissances dépasse la question, bien que centrale, du financement. Il s'agit ici d'un enjeu plus large portant sur notre capacité collective à résoudre des problématiques sociétales.



Plusieurs leviers sont à activer pour transformer les zones de tensions en espaces de rencontre :

→ Favoriser le développement d'espaces d'échanges et d'interconnaissance entre ESR et TSR en s'appuyant sur les acteurs de l'intermédiation pour dialoguer et développer les liens.

→ Proposer de nouveaux espaces physiques de recherche en zone rurale ou dans des tiers lieux favorisant la rencontre entre habitants, citoyens et chercheurs, et aujourd'hui surreprésentés dans les grandes métropoles nationales ou internationales dans une logique de compétitivité.

→ Offrir un cadre sécurisant pour préparer des projets collectifs, avec des financements d'amorçage de partenariats pour favoriser l'émergence de consortiums.

→ Organiser des modalités de coopérations sur le temps long, avec des contractualisations et des financements adaptés, conditions nécessaires à la formulation de réponses ambitieuses et réalistes.

→ Appuyer le TSR pour qu'il se reconnaisse légitime en tant que communauté d'acteurs pouvant produire des connaissances robustes et utiles à la société.

Pour rendre possible l'activation de ces différents leviers, il n'est pas indispensable de créer de nouveaux cadres, il suffit d'adapter ceux existants, pour laisser la place aux différents acteurs d'un écosystème déjà foisonnant et renforcer ses capacités d'action. ■

### À-PROPOS D'ALLISS - ALLIANCE SCIENCES - SOCIÉTÉS

ALLISS est un collectif réunissant des acteurs du tiers secteur, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'économie sociale et solidaire, ainsi que des organisations engagées dans la médiation scientifique, l'innovation sociale ou encore la transition écologique. Il agit pour encourager le développement des liens Sciences – Société auprès des adhérents de son réseau et de la société en général :

→ Produire des données pour comprendre et visibiliser les pratiques des acteurs du TSR et leurs enjeux

→ Animer la communauté des acteurs du TSR et de l'ESR pour nourrir la construction d'une identité commune

→ Porter un plaidoyer auprès des institutions pour faire évoluer les cadres de production et reconnaissance de la recherche

→ Identifier les besoins des acteurs du TSR et construire collectivement des solutions pour y répondre, par l'animation de différents groupes de travail portant sur les enjeux évoqués

→ Accompagner la montée en compétence des acteurs, par le déploiement d'une offre de formation

**Pour aller plus loin** → Enquête sur la communauté ALLISS :  
*Organisations, pratiques et enjeux*, à paraître sur le [alliss.org](http://alliss.org)

# SORTIR DE LA DUALITÉ « LABORATOIRE – ENTREPRISE »

*Les dispositifs pour rapprocher science et société (Living Labs, recherche participative...) existent mais restent peu reconnus. De même, les acteurs qui les portent (collectivités, monde associatif, secteur marchand non lucratif...) sont rarement perçus comme engagés dans des démarches scientifiques. Pour que le paradigme « société-sciences » devienne un véritable levier de transformation collective, il faut aussi faire évoluer les dispositifs les plus institutionnels. Des formats établis comme les laboratoires communs bénéficient d'un soutien important et d'une légitimité académique et économique. La proposition de laboratoires communs appliqués au traitement des enjeux sociétaux (LabCom Société), portée par Ellyx, a vocation à démultiplier les capacités d'intervention sur les questions qui font débat dans la Société, sans dénaturer le principe d'une coopération structurante entre acteurs de recherche et acteurs socio-économiques.*

Les laboratoires communs (ou LabCom) sont généralement appréhendés comme la modalité de collaboration la plus étroite entre un acteur socio-économique et un acteur de la recherche. Si l'appellation fait référence à un appel à projet spécifique de l'ANR (APP LabCom) ou à un format propre au CNRS (LabCom CNRS), cette forme de partenariat public-privé est aussi promue ailleurs sous d'autres appellations (laboratoire associé, laboratoire conventionné...). Ils sont issus d'une vision marchande de l'innovation orientée vers le transfert des résultats de recherches au bénéfice des opérateurs économiques. Cette vision structure la relation entre les partenaires dans une logique commune d'un « retour sur investissement », tout en positionnant chacun dans un rôle précis au service de cette collaboration. Cette lecture limite la stratégie nationale de développement des laboratoires communs, qui peine à s'élargir aux acteurs non industriels et à s'inscrire, de manière effective, sur la résolution des enjeux sociétaux.

## ÉLÉMENTS DE DÉFINITION

Les laboratoires communs reposent sur des partenariats public-privé entre le monde de la recherche et un acteur socio-économique, présentant des caractéristiques communes :

- La co-construction d'une feuille de route scientifique entre les parties-prenantes
- Un engagement effectif des membres sur une durée d'au moins 3 ans
- L'établissement d'une gouvernance commune du projet
- Le portage effectif de la démarche par les entités engagées
- Une mobilisation conjointe de moyens et de ressources.

**D'un point de vue sociétal**, ils sont limités par une lecture marchande de l'innovation, par l'exclusion effective des acteurs dont les compétences portent sur les questions d'intérêt public (collectivités, associations non fiscalisées...), par la faible prise en compte des enjeux sociaux, ainsi que par des modalités d'évaluation centrées sur les brevets, le chiffre d'affaires ou la valorisation de la propriété intellectuelle.

### Biais 1

**Le cadre des Laboratoires Communs fige la collaboration sur les intérêts des deux parties en tant qu'organisation plutôt que de la structurer sur un intérêt qui leur est supérieur, sans pour autant leur être étranger**

Cela conduit naturellement à positionner les LabCom sur des innovations qui intéressent avant tout le **développement économique de l'entreprise**, au détriment d'innovations dont elle ne serait pas directement porteuse. Or, les réponses aux enjeux d'inclusion, de pauvreté, d'adaptation aux changements climatiques, etc. portent rarement sur la mise en place de seuls biens ou services et à visée marchande.

### Biais 2

**Les laboratoires communs s'inscrivent dans des logiques qui reconnaissent davantage les enjeux de propriété industrielle et de protection de l'innovation**

Les modalités de la valorisation à partir de dépôt de brevets et de licences est peu opérante lorsqu'il s'agit des innovations sociales. Celles-ci renvoient à un imaginaire plaçant pour un partage des savoirs et compétences, des logiques de diffusion vers les pratiques sociales, d'expérimentation dans la société, une très forte interdisciplinarité, des approches « open source », une intensité de la coopération, une importance secondaire accordée aux enjeux de mise sur le marché ;

### Biais 3

**Ces collaborations sont limitées par la faible capacité de financement des acteurs sociaux**

Le manque de moyens des acteurs publics et de la société civile pour s'engager dans ces démarches, ainsi que le caractère peu lucratif des projets liés aux enjeux sociaux freinent l'intérêt porté aux LabCom. Le temps investi par ces structures est rarement financé car le retour sur investissement apparaît moins tangible en termes économiques et plus difficile à mesurer (la valeur créée est indirecte et bénéficie principalement aux habitants ou aux usagers finaux).

## RECOMMANDATIONS POUR UNE ÉVOLUTION DES LABORATOIRES COMMUNS

Pour répondre aux biais identifiés, nous proposons d'hybrider le modèle LabCom afin de l'ouvrir aux enjeux de Société, autour de 4 grandes recommandations.

**1 → L'ouverture vers les organisations qui ont pour compétence ou mission la résolution de problématiques de société**, actuellement exclues de fait car elles ne sont pas appréhendées comme des acteurs du développement économique. Cette ouverture exige de changer radicalement la manière de concevoir le modèle économique de ces coopérations pour sortir de la dualité "laboratoire - entreprise".

**2 → La diversification des sujets d'intérêt pour un LabCom.** Les innovations sociales et sociétales portent sur des besoins cruciaux et des problèmes pernicieux qui peuvent prêter à controverse. Ils requièrent un portage fort, au-delà des deux partenaires du programme, et peuvent mobiliser des équipes de recherche en SHS.

**3 → Des modes d'évaluation des LabCom intégrant une analyse de l'impact des collaborations**, au-delà des seuls critères économiques. Les LabCom Société devraient pouvoir être financés au titre de leur contribution à des questions de société relevant de la compétence des pouvoirs publics et de l'action philanthropique.

**4 → Des modalités de collaboration entre les acteurs socio-économiques et les chercheurs des laboratoires.** Il s'agit ici de passer d'une logique de transfert des résultats scientifiques à des pratiques de co-production associant les partenaires non scientifiques (recherches, élaboration des problématiques, collecte, voire analyse des données).

**LABCOM « CLASSIQUE »****LABCOM « SOCIÉTÉ »**

Socle commun

→ Durée minimale de contractualisation (au moins 3 ans)  
 → Feuille de route co-construite et actualisée chaque année  
 → Gouvernance impliquant les tutelles scientifiques  
 → Co-portage opéré par les parties-prenantes, chacune opérant sur des problématiques définies ensemble. Et dans son domaine d'application.

Acteurs

Un partenaire scientifique et une entreprise au sens européen

Un partenaire scientifique et une collectivité territoriale, et/ou un établissement public, ou/et une association ou une fondation non fiscalisée, et/ou entreprise au sens européen

Finalités

Connaissances nouvelles visant à favoriser des applications sur le marché

Connaissances nouvelles visant à favoriser des transformations sociales

Innovations

Majoritairement techniques, technologiques, industrielles (biens et services)

Majoritairement sociales et sociétales (pratiques et normes sociales, modèles économiques, règles juridiques, politiques publiques...)

Financement

Politiques d'aides aux entreprises ; appropriation de la valeur issue des résultats avec reversement vers le laboratoire

Financements publics ou privés au titre de l'intérêt général (État, collectivités territoriales, fondations...). Pas d'appropriation exclusive de la valeur

Diffusion

Logique de confidentialité, démarche propriétaire (brevets, logiciels)

Démarche liée aux Communs : labels, diffusion large, innovation ouverte

Disciplines

Majoritairement sciences et techniques

Majoritairement sciences humaines et sociales

Modalités d'évaluation

Scientifique : publications, brevets,  
Économique : chiffre d'affaires, emplois créés

Scientifiques : publications  
Sociétal : valeur extra-financière contextualisée, transformation sociale

Référentiel maturité

Échelle TRL

Échelle Societal Readiness Levels

Continuum et finalités

Recherche > Transfert > Innovation

Problématisation des enjeux sociaux > Mise en concept > Expérimentation et Diffusion

## QUAND LE QUÉBEC IMAGINE UN CADRE D'ACTIONS CONCERTÉES

**Le Québec, à travers le dispositif des Actions concertées piloté par le Fonds de recherche du Québec (FRQ) propose de penser un espace de coopération, d'anticipation et de médiation entre les mondes scientifiques, politiques et citoyens. Sans être uniquement un mécanisme de financement, la démarche porte une véritable philosophie d'action collective.**

Les Actions concertées émergent à la fin des années 1990, dans un contexte de diminution du personnel spécialisé dans la recherche au sein de l'administration publique. Elles ont été mises en place pour renouveler l'approche traditionnelle des contrats entre ministères et chercheurs. Le pari consiste alors à organiser des collaborations structurées entre un commanditaire public, des acteurs de terrain et une communauté de chercheurs sélectionnée sur critères scientifiques. Ce modèle s'enracine dans une vision systémique : pour répondre à des défis de société, il faut croiser les savoirs, mutualiser les ressources et jongler avec les tensions entre temporalités politiques et temporalités académiques. Les actions concertées se conçoivent comme un processus de coopération où chaque acteur est engagé dès le départ. Le ministère exprime un besoin ou une inquiétude sur un sujet bien délimité. Le FRQ construit, avec ces acteurs et d'autres parties prenantes, un appel ouvert. Les chercheurs proposent ensuite des démarches, évaluées en deux temps : pertinence pour les acteurs, puis qualité scientifique. Une fois la démarche lancée, un comité de suivi réunit régulièrement chercheurs, décideurs, organisations de terrain. Cet espace joue un rôle de « médiateur » : expliciter les méthodes, consolider la compréhension des résultats, négocier les compromis nécessaires. L'objectif n'est pas uniquement de produire un rapport scientifique, mais de rendre la connaissance appropriable pour celles et ceux qui devront s'en saisir.

### VERS UNE REDÉFINITION DES LIENS SCIENCE-SOCIÉTÉ

Le programme Travail alternatif payé à la journée (TAPAJ) consacré à la réduction des méfaits liés à la pauvreté chez les jeunes, a fait l'objet d'une Action concertée. L'objectif de cette approche est de proposer des expériences de travail rémunérées à la journée et encadrées par des intervenantes et intervenants pour des

jeunes en situation de grande précarité. Né d'un besoin exprimé par le ministère de la Santé et des Services sociaux, ainsi que du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ce projet de recherche-action, qui représente une étape de plus dans la marche vers l'institutionnalisation d'une innovation sociale, s'appuie sur une coordination entre chercheurs, organismes communautaires et partenaires publics. L'Action Concertée a permis non seulement de mieux documenter mais aussi d'ouvrir un espace où se co-construisent et s'expérimentent des solutions.

Le format des actions concertées bouscule plusieurs représentations. Il rappelle d'abord que la recherche avance grâce à des choix méthodologiques explicites, portés par des chercheurs qui assument leurs « lunettes » non neutres. La réciproque s'impose également aux ministères : la question qu'ils posent est déjà un acte politique. Les Actions concertées produisent ainsi un espace où la transparence, la rigueur et la collaboration constructive remplacent l'illusion de neutralité. C'est une forme de diplomatie scientifique, où chercheurs et décideurs développent de nouvelles postures, loin des visions descendantes du transfert.

Ce travail de médiation et de compromis exige certes du temps, des moyens financiers et une grande agilité institutionnelle. Cependant il ouvre des perspectives pour réhabiliter les cadres théoriques et organiser les croisements disciplinaires tout en faisant évoluer la reconnaissance des chercheurs (CV descriptif et non plus quantitatif par exemple). Les Actions concertées offrent une voix intéressante pour répondre aux défis sociaux. Si elles sont spécifiques au contexte québécois, elles montrent que la coopération structurée peut transformer profondément nos façons de produire (et de mobiliser) la recherche. ■

CAS PRATIQUE

## PARIS RECHERCHE : LA VILLE DEVIENT ACTRICE DE LA SCIENCE

Paris concentre un écosystème académique majeur avec 55 200 chercheurs opérant dans 960 lieux d'enseignement supérieur, soit la moitié des établissements d'Île-de-France. Cet atout rend d'autant plus stratégique la manière dont la Ville noue le dialogue avec la recherche. Avant 2023, la Ville soutenait la recherche via le programme Émergence (3 M€ par an), sans lien toujours clair avec les enjeux parisiens. Le dispositif Paris Recherche marque une réorientation : rapprocher action publique et recherche académique pour produire des connaissances directement activables par les politiques publiques.

**« AVEC PARIS RECHERCHE, NOUS EN SOMMES AU 3ÈME ÉTAGE DE LA FUSÉE : APRÈS LA FORMALISATION DU CAP STRATÉGIQUE ET LA STRUCTURATION DES MODALITÉS DE « FAIRE AVEC » EN INTERNE, NOUS NOUS INTERROGEONS SUR LES MANIÈRES DE « FAIRE AVEC » L'EXTERNE » (LAURENT KANDEL)**

Le programme Paris Recherche illustre une évolution significative des relations entre recherche académique et collectivités territoriales : la science n'est plus mobilisée comme une expertise extérieure. Le programme crée les conditions pour que la Ville devienne elle-même actrice de la recherche : en formulant des problématiques, en contribuant aux protocoles, en expérimentant et en apprenant chemin faisant. Au regard des défis sociétaux auxquels est confrontée la décision publique, il s'agit ici de rapprocher le dialogue entre les acteurs de la recherche académique et l'action publique dans la construction de solutions nouvelles.

### Le défi stratégique

Avant le lancement de Paris Recherche en 2023, la ville de Paris finançait la recherche sans lien direct avec ses priorités, dans une logique de soutien aux jeunes équipes de recherche. « *Le programme permettait de soutenir les projets des jeunes équipes de recherche mais sans légitimité propre pour la Ville à les financer au-delà de la conviction politique de l'importance du soutien à la recherche* » indiquent Laurent Kandel (pilote de la démarche Paris Recherche) et Nadine Peyre-Ayoub (cheffe du bureau de l'enseignement supérieur et de la recherche). Or, sans compétence obligatoire ni ancrage systématique dans les priorités locales, la légitimité de ces financements était questionnée, d'autant plus dans un contexte de contraction budgétaire.

La bascule opérée consiste à orienter l'effort vers des projets qui concernent directement la construction des politiques publiques parisiennes, donc les Parisiennes et Parisiens. « *Une fois le cap posé de financer la recherche sur laquelle se pose une question municipale, il restait à identifier ce dont les directions peuvent avoir besoin en termes de ressource scientifique : qu'ont-elles déjà ? que leur manque-*

*t-il ? comment bien collaborer ? Nous avons donc fait un travail d'état des lieux de l'ensemble des liens pouvant déjà exister et plus de 200 interactions (de l'expertise ponctuelle par un chercheur à un projet de recherche pluriannuel en passant par l'accueil d'un Cifre) ont été recensées. Ensuite, nous avons mis en place une remontée des thématiques sur lesquelles les directions ont un besoin, désormais annualisée ».* Cette approche Société-Sciences suppose cependant de composer avec des temporalités différentes, des cadres administratifs parfois contraignants et des cultures professionnelles distinctes. En ce sens, Paris Recherche contribue aussi à redéfinir les rôles de chacun dans la fabrique des politiques publiques.

### Une réponse Société-Ville-Science

En ouvrant les politiques publiques à la démarche scientifique, Paris Recherche contribue à objectiver les orientations politiques, à interroger leurs effets réels et à nourrir le débat démocratique. La recherche devient un levier de réflexivité collective, au service de l'intérêt général. *« Paris Recherche organise, structure et rend visible diverses formes de coopération entre les services de la Ville et l'écosystème scientifique parisien et francilien, en réponse à des problématiques municipales ».* Cifre, terrains de recherche, appels à projets, animation de réseau : le dispositif reconnaît que toutes les coopérations ne relèvent pas du même degré d'engagement ni du même besoin de rencontre entre action publique et science. Mais cette diversité permet justement des trajectoires différentes et complémentaires, de l'interconnaissance à la recherche partenariale.

Par exemple, Cap Maternelle est un projet autour du bien-être infantile mené avec 10 écoles, co-piloté par l'Académie et la Ville. Les équipes expérimentent des solutions appuyées par la recherche sur trois axes : besoins physiologiques, aménagement des espaces et des temps, climat scolaire. Le Centre de recherche sur les liens sociaux (CERLIS)

évalue la démarche en analysant les pratiques au prisme du « climat scolaire ». Le programme Senior Solitude (2025-2026) associe l'EHESS pour comparer les stratégies parisiennes de lutte contre la solitude avec celles de grandes métropoles (Kyoto, Montréal, Madrid...). La méthodologie repose sur une co-construction et des workshops participatifs pour produire des savoirs activables (typologie d'actions, bonnes pratiques, leviers stratégiques et recommandations adaptées au contexte local...)

### Une animation interne outillée

Trois piliers structurent cette nouvelle dynamique :

**1** → Des instruments de financement ; **2** → Un réseau d'animation interne ; **3** → La visibilité et la médiation des résultats (voir encadré page 32). Pour les chercheurs académiques, la Ville n'est pas seulement un « terrain de recherche », mais un partenaire, parfois porteur du projet de recherche. Pour les agents et les élus, la recherche académique n'est pas uniquement un outil d'aide à la décision, mais un espace d'expérimentation et de transformation des pratiques : *« aujourd'hui nous comptons 44 référents dans une vingtaine de directions, ce réseau joue un rôle central d'animation, de relai, de mise en lien entre pairs et de montée en compétence. Il permet de partager les pratiques, de mutualiser les apprentissages et de faire émerger des projets transversaux. À travers la mise en place de ces différents leviers, on observe déjà une sensibilité accrue et une réception très positive de la démarche Paris Recherche, tant au sein du réseau très vivant des référents recherche qu'auprès d'une communauté de chercheurs qui se crée autour des questions que se pose la Ville ».*

Il est encore trop tôt pour juger des retombées des projets de recherche. En revanche, on observe des effets culturels : une communauté de chercheurs se constitue autour des questions de la Ville ; les laboratoires se rapprochent de Paris Recherche et la démarche a d'ailleurs été distinguée par le Prix Territoria de bronze dans la catégorie « Innovation publique » en 2024.

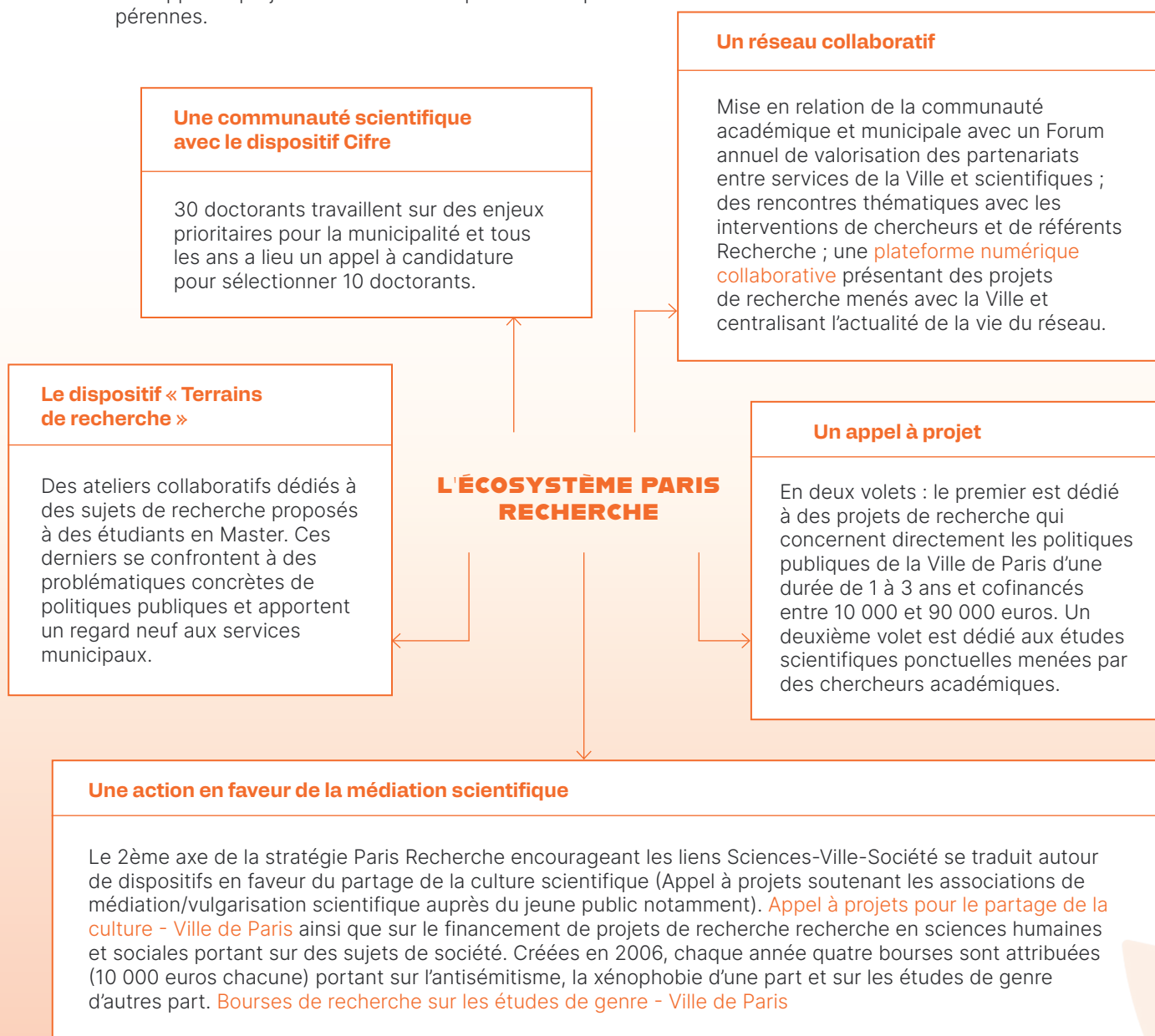
## Les prochains défis

Le premier défi est la **valorisation** : il s'agit d'appuyer les directions dans un travail de pédagogie et de médiation pour rendre visibles la pertinence des projets et des liens, de façon simple et accessible. Une ressource dédiée a été recrutée pour y contribuer.

« L'ensemble des interactions que nous avons recensées au départ, et plus encore maintenant, ne sont pas forcément connues. En les valorisant, il s'agit bien de soutenir la construction de Paris Recherche : au-delà du cap et de la structuration plutôt interne, nous nous tournons désormais vers l'extérieur ».

Au-delà, l'enjeu est de **consolider Paris Recherche comme cadre durable de coopération** : stabiliser des formats de collaboration, aller au-delà des appels à projets et sécuriser des partenariats plus pérennes.

Ainsi, bien que la Ville porte une vision novatrice des liens entre collectivités et science, il reste des défis à relever pour fluidifier la co-construction de réponses nouvelles au service de l'intérêt général. C'est à cette fin que la Ville de Paris et Ellyx mènent un travail en commun à travers l'accompagnement de projets de recherche (auprès des directions municipales et des équipes de recherche concernées). L'enjeu est de bénéficier d'une fonction d'intermédiation, de tirer des enseignements sur les enjeux société-science à l'œuvre et de proposer des recommandations. Ces éléments ont vocation à être partagés, notamment au travers de la prochaine parution d'un guide pratique « Paris, avec par et pour la recherche », mêlant témoignages, bonnes pratiques et préconisations.



## TROIS LOGIQUES DE COOPÉRATION À L'ŒUVRE AU SEIN DE PARIS RECHERCHE

**Valorisation** : la recherche est conduite en relative autonomie ; ses résultats irriguent indirectement l'action publique

**Objectivation** : la recherche éclaire un problème et formalise un diagnostic partagé

**Co-expérimentation** : chercheurs et acteurs publics co-construisent le protocole et testent des solutions ; l'acteur public met en œuvre l'expérimentation

## AMORCE D'UNE NOMENCLATURE DE LA PRODUCTION DE CONNAISSANCE DANS LE CADRE DE PARIS RECHERCHE

### Problématisation

**Logique** → Produire des connaissances scientifiques pour objectiver la nécessité d'agir sur un périmètre relatif à celui de l'acteur public

**Temporalité** → En amont de l'action publique ou en réinterrogation du périmètre d'action de l'action publique

**Enjeu clé** → Formaliser une stratégie et une feuille de route ne peut se faire qu'à partir de la connaissance du problème

**Expérimentation** → Décrire les besoins

### Projection

**Logique** → Produire des connaissances scientifiques pour construire un champ des possibles d'actions concernant un problème connu

**Temporalité** → En amont de l'action publique ou en réinterrogation du périmètre d'action de l'action publique

**Enjeu clé** → Cadrer le périmètre du champ des possibles et formaliser le cadre de partage des initiatives inspirantes dans la visée de la mise en œuvre d'une action

**Expérimentation** → Préparer la formulation d'un concept

### Démonstration

**Logique** → Produire des connaissances scientifiques à partir de l'expérimentation menée par l'acteur public

**Temporalité** → En cours du déploiement de l'action publique

**Enjeu clé** → Formaliser un protocole d'expérimentation dont les déterminants et éléments à observer sont co-construits

**Expérimentation** → Tester et tirer des enseignements d'une politique publique formalisée à partir d'une stratégie d'impact

### Évaluation

**Logique** → Produire des connaissances scientifiques à partir de l'action publique

**Temporalité** → À partir d'une logique évaluative de l'action publique

**Enjeu clé** → Formaliser un protocole d'évaluation dont les déterminants et éléments à observer sont co-construits

**Expérimentation** → Caractériser les effets et en comprendre l'impact

DISPOSITIF

## LES THÈSES CIFRE À L'ÉPREUVE D'UNE APPROCHE SOCIÉTALE

Créé en 1981, le dispositif Cifre a pour objectif de renforcer les échanges entre les laboratoires de recherche publics et les milieux socio-économiques, de favoriser l'employabilité des docteurs. Initialement orienté sur des projets à portée industrielle et commerciale, il s'est progressivement ouvert aux champs des sciences humaines et sociales. Cette évolution témoigne d'une acculturation croissante du secteur non marchand aux démarches d'expérimentation et de création de connaissance. Elle révèle également des marges de progrès pour mieux adapter le dispositif aux logiques de recherche et d'innovation guidées par l'intérêt général.

Le dispositif s'est progressivement frayé un chemin dans le champ des sciences humaines et sociales, notamment depuis son ouverture, en 2006, aux établissements publics et aux collectivités territoriales. Ainsi, en 2023, plus de 200 Cifre concernaient des collectivités territoriales ou des associations, contre moins d'une cinquantaine dix ans auparavant. Cette ouverture aux démarches d'innovation sociale témoigne d'une acculturation croissante des acteurs socio-économiques non marchands aux enjeux de l'expérimentation et de la création de connaissance. Cette évolution a aussi un revers : elle éclaire un certain nombre d'effets, nouveaux ou exacerbés, sur l'employabilité des jeunes docteurs et sur l'utilité de la recherche pour nourrir l'engagement et l'action des acteurs opérant hors du marché classique.

### UN SUCCÈS QUI CACHE DES EFFETS D'AUBAINE POTENTIELS

Une thèse Cifre est conçue comme une collaboration stratégique. L'aide publique au salaire (14 000 euros par an pendant 3 ans pour un doctorant) peut dans certains cas être appréhendée dans une logique strictement financière, au détriment de l'importance

stratégique des connaissances produites, et particulièrement lorsque les cadres de coopérations ne sont pas définis de manière explicite.

### UNE STRUCTURATION INADAPTÉE AUX SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Les sujets de thèse Cifre relèvent souvent des sciences de l'ingénieur. À ce titre, ils s'insèrent donc naturellement dans des stratégies industrielles ou technologiques, autour d'objets techniques ou économiques.

Dans le cas des collectivités et associations, la situation est différente :

- les sujets proposés par les laboratoires de SHS relèvent souvent de la recherche fondamentale, loin des besoins opérationnels ;
- l'ancrage disciplinaire académique rend difficile la formalisation d'un sujet interdisciplinaire en prise directe avec les réalités sociales ;
- réciproquement, les organisations non marchandes sont parfois peu familiarisées avec les pratiques de R&D, ce qui limite leur capacité à formuler précisément leur besoin.



Cette tension est renforcée par la faible acculturation des laboratoires de SHS aux pratiques de R&D appliquées à l'innovation non technologique et à la faiblesse de leurs relations aux entreprises et aux acteurs socio-économiques. Et réciproquement, la faible imprégnation des approches de R&D de certains acteurs socio-économiques aboutit à une faible formalisation de leurs attentes en matière d'innovation. Ceci crée, contrairement à ce qui est pratiqué dans le champ industriel, une relative séparation entre l'activité de la recherche et les applications auxquelles celle-ci peut renvoyer, pour l'organisation et ses parties-prenantes.

### UNE RÉALITÉ PROFESSIONNELLE À AMÉLIORER

Les risques d'échec (et de mal-être du doctorant) sont très probables si les objectifs de la structure d'accueil et du laboratoire ne sont pas explicitement convergents, alors même que les Cifre offrent un cadre favorable pour l'organisation employeuse et beaucoup plus stable pour le salarié doctorant (encadrement, rémunération, engagement à travers une convention...) Pour le doctorant, la principale difficulté est d'éviter au moins ces extrêmes :

- Devenir un salarié non chercheur, totalement absorbé par les tâches quotidiennes de l'entreprise au détriment de sa thèse.
- Devenir un chercheur non intégré, dont les travaux sont déconnectés des besoins réels et stratégiques de l'organisation.

### UN ENJEU SPÉCIFIQUE : LE LIEN ENTRE SOCIÉTÉ ET SCIENCES

Si l'on renverse la perspective en assumant que ce sont les défis sociétaux qui appellent la science, un certain nombre de notions doivent être réévalués pour des thèses réellement contributives.

→ **Posture du doctorant** : en SHS, le terrain d'étude se situe directement dans l'organisation. L'immersion est indispensable pour accéder aux données et comprendre les réalités sociales sur les terrains qu'elle mobilise. Cette proximité constitue le point de départ de la production scientifique alors que les thèses en SHS relèvent traditionnellement de la recherche fondamentale, et donc loin du terrain.

→ **Reconnaissance et interdisciplinarité académique** : quand on parle de défi de société, il est souvent difficile d'ancrer une thèse dans un seul champ disciplinaire alors que c'est exigé. La recherche doit donc s'adapter à la complexité des enjeux sociétaux, quitte à bousculer les cadres habituels.

→ **Éthique et critique** : la posture critique est indispensable pour éclairer les choix collectifs. Mais elle se heurte aux logiques de confidentialité et de loyauté du salarié. Cela peut biaiser l'analyse scientifique si le doctorant ne peut pas exprimer certaines réalités observées.

→ **Développement expérimental** : déployer une innovation sociale suppose d'observer mais avant tout de construire un pilote ou un prototype pour le tester et l'améliorer. Par ailleurs, l'expérimentation ne vise pas des objets ou brevets mais des solutions concrètes pour des politiques, des services ou des modèles organisationnels.

→ **Coopérations** : travailler sur des défis systémiques nécessite une forte articulation entre sciences et société et donc des partenariats diversifiés. ■

### TROIS PISTES POUR DES CIFRE VÉRITABLEMENT CONTRIBUTIVES À L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

#### 1 → Clarifier l'usage de l'aide publique

La subvention devrait être explicitement considérée comme un soutien à la conduite de la thèse (temps, coordination, production scientifique), et non comme un financement opportuniste de main-d'œuvre.

#### 2 → Relier la démarche scientifique aux enjeux stratégiques

Créer des mécanismes pour garantir que le sujet de thèse dérive bien d'un besoin sociétal, identifié et formulé avec les parties-prenantes concernées (usagers, habitants, bénéficiaires...).

#### 3 → Adapter les modes de financement pour les thèses à forte dimension sociétale

Cela implique :

- un rééquilibrage des règles pour les acteurs non fiscalisés, qui n'ont pas accès au Crédit Impôt Recherche ;
- une limitation des contributions exigées par les structures de valorisation lorsqu'aucune captation de valeur marchande n'est attendue ;
- une reconnaissance des coûts propres aux SHS, non liés à des équipements mais à des terrains, enquêtes, ateliers, médiations ou coopérations multiacteurs.

## « LES APPORTS SCIENTIFIQUES SONT UNE RESSOURCE CENTRALE POUR UNE DÉMOCRATIE VIVANTE »

InSite est une association loi 1901, fondée en 2018 dans le Gers. Elle conçoit, rend possible et organise les rencontres et coopérations entre élus de communes rurales, jeunes volontaires qui souhaitent s'y engager, habitants et partenaires, dans le but de faire changer les regards sur les campagnes, sur les jeunes et en soutien aux initiatives positives en milieu rural. Pour cela, elle porte notamment le dispositif de *Volontariat Rural* qui permet à des jeunes de s'engager pendant 6 mois dans des communes rurales de moins de 1 500 habitants en soutien d'initiatives locales. Elle anime également la communauté *Artisans d'idées* dans le but d'encourager le partage et les coopérations au service de ruralités dynamiques, innovantes, joyeuses et solidaires. Elle se déploie aujourd'hui dans 8 régions.



→ **Marélie Arrighi**,  
pilote coopérations -  
R&D sociale au sein de  
l'association InSite



→ **Mélanie Gambino**,  
enseignante-chercheuse  
géographe au LISST, le  
Laboratoire Interdisciplinaire  
Solidarités, Sociétés,  
Territoires à l'Université de  
Toulouse Jean Jaurès

*Partenaire du LISST dans le cadre du projet de co-recherche avec la Société soutenu par le programme TIRIS (Toulouse Initiative for Research's Impact on Society).*

*InSite a structuré sa démarche de R&D sociale et l'a appuyé sur des partenariats scientifiques. Pourquoi ce besoin s'est-il fait ressentir ?*

**Marélie Arrighi** → Depuis sa création, InSite porte une ambition de transformation pour rendre les territoires ruraux plus résilients et désirables, favoriser l'insertion, l'engagement et le pouvoir d'agir des jeunes, ainsi que développer des coopérations entre acteurs des territoires et favoriser le sentiment d'appartenance à une communauté. Il est central pour nous de réussir à comprendre les besoins, les réalités du monde rural, déconstruire les idées reçues et les préjugés sur les ruralités, afin d'imaginer et de mettre en œuvre des actions réellement pertinentes pour ces territoires et leurs habitants. S'assurer que nos démarches sont aussi robustes scientifiquement est aussi indispensable pour asseoir la légitimité de nos actions et de nos propositions.

Notre acculturation à la R&D sociale, à travers l'accompagnement d'Ellyx et du programme *Inventer demain* de la Fondation de France, nous a permis de conscientiser notre démarche. Et au-delà de la conscientisation, nous avons cherché à l'opérationnaliser !

Nous avons donc créé un cercle dédié dans notre gouvernance, dont j'assure le pilotage, pour concevoir notre stratégie de R&D sociale et mobiliser un enseignant-chercheur membre de notre Conseil d'Administration : Christophe Dansac. Ensemble, nous avons construit un premier cadre de collaboration avec 3 laboratoires de l'Université de Toulouse (LISST, GRIP, CERTOP) avec qui nous avons été lauréats d'un appel à projets porté par le programme TIRIS et dont l'objectif est précisément de développer des projets de recherche collaborative entre monde académique et acteurs extra-académiques. On parle de co-recherche car InSite participe à produire des connaissances nouvelles.

Nous avons ainsi co-construit un projet de thèse « L'habitabilité des territoires ruraux au prisme de la participation habitante », Cifre qui a été validé par l'ANRT. La doctorante, Sidonie Tricaud, a rejoint l'équipe au mois de septembre, les terrains vont bientôt commencer !

**Mélanie Gambino** → En tant que géographe, enseignante-chercheuse au LISST, je travaille sur les lieux, les espaces et à leur dimension physique. Plus spécifiquement je m'intéresse à la transformation des espaces ruraux et comment ils se recomposent dans un monde qui s'urbanise de plus en plus. Il y a bien entendu mon intérêt personnel pour ces questions, mais pour saisir ces réalités il est nécessaire de le faire en dialogue, avec la communauté scientifique déjà et j'adopte moi-même des méthodes et des regards pluridisciplinaires, à l'image de la sociologie, mais aussi avec les acteurs de la société civile. Il est clef de rappeler qu'il n'est pas possible de produire une connaissance actuelle de manière isolée, entre chercheurs. Produire de la connaissance robuste, actuelle, empirique, directe, en prise avec le terrain nécessite de l'observation, de l'écoute, de l'échange avec des acteurs qui se confrontent à la transformation des espaces ruraux. Avec InSite nous avons la jeunesse et la ruralité en objet commun. Et ce qui est remarquable, c'est qu'à travers TIRIS, nous avons un cadre qui reconnaît et soutient ce dialogue avec la Société. Nous le faisons quoi qu'il en soit, mais académiquement il est rarement valorisé.

*Comment s'incarne ce travail de co-production de connaissances, de co-recherche ? Comment l'exploitez-vous ?*

**M.A** → Il y a aujourd'hui dans certains discours, une instrumentalisation du rural pour en faire un espace figé, uniforme, fermé. Simultanément les discours scientifiques peuvent eux-aussi faire l'objet d'attaques, de discrédits. Or notre mission est aussi profondément politique et nous estimons que les apports scientifiques sont une ressource centrale pour une démocratie vivante. Nous travaillons avec des élus, des jeunes, des habitants, des chercheurs de différentes disciplines, des partenaires à l'échelle locale, nationale, européenne : la rencontre mais aussi la mise en discussions, en débats et en actions est au cœur de notre ADN. Nous incarnons cela de différentes façons.

Méthodologiquement d'abord : dans le cadre de la thèse on déploie des cadres de recherche-action dans lesquels on embarque pleinement les parties-prenantes qui constituent le collectif de recherche. Ce ne sont pas d'un côté les chercheurs qui cherchent et de l'autre les acteurs qui font mais bien une co-production de connaissances. Cette logique s'illustre aussi avec l'étude « [Paroles de campagne](#) » que nous avons réalisée en

partenariat avec Bouge ton Coq, Rura et le think tank Destin Commun. L'objectif est de donner la parole aux ruraux et redonner une voix aux ruralités dans le contexte des élections municipales de 2026. Pour ce faire, l'étude s'appuie sur une double démarche : quantitative (avec un échantillon statistique de +3500 personnes) et qualitative (autour de focus groups).

On organise aussi des [Cafés de campagne](#) qui sont des événements thématiques en ligne, interactifs et gratuits, dans lesquels nous donnons la parole à des penseurs et acteurs de la ruralité (élus, chercheurs, porteurs de projets, têtes de réseaux, etc.) Il s'agit d'un espace de diffusion et de mise en discussion des savoirs important pour nous, qui permet d'écouter et croiser les points de vue.

**M.G** → Marélie évoque l'importance de la rencontre et de la mise en dialogue. En tant que chercheuse pour moi aussi ce travail est au cœur de mon engagement. Au-delà de la production des connaissances, ma mission est aussi d'organiser leur circulation, leur discussion. Les chercheurs sont parfois pris entre deux reproches : celui d'être trop idéologues d'un côté ou à l'inverse celui de ne pas s'engager suffisamment. Mais moi je ne produis pas de données idéologiques. Je produis des résultats suffisamment robustes et transmissibles pour que ceux qui agissent puissent agir. Et pour le faire, la recherche n'opère pas seule dans son coin uniquement dans le domaine des idées : elle se réalise dans un travail d'engagement sur le terrain, d'enquête par entretiens et / ou par questionnaires par exemple.

*Quels sont les effets concrets qui sont attendus de cette démarche ?*

**M.A** → Pour les entreprises classiques, une démarche de R&D est censée générer de la compétitivité. Pour notre association, les apports se pensent différemment, au service de notre raison d'être et de l'intérêt général. À travers toutes ces actions, nous cherchons à lutter contre le sentiment de déclassement des populations rurales, mieux conceptualiser mais aussi expérimenter des transformations profondes dans nos façons de considérer et de vivre ces espaces ruraux. Nous voulons valoriser leurs spécificités montrer qu'on peut y accomplir des choses inspirantes pour tous, en dehors des silos habituels entre les générations, entre les personnes élues et les personnes administrées, ou encore entre le local et le national.

Pour accompagner ces ruralités positives, riches de leur diversité et dans lesquelles les individus sont acteurs et s'accomplissent. Nous avons besoin de faire connaître, donner à voir et valoriser ces modèles, mais aussi d'expérimenter pour incarner, faire exister et mettre en œuvre le changement de paradigme que l'on porte, en précisant les conditions de réalisation.

**M.G** → Les espaces ruraux, la ruralité, sont des objets chargés idéologiquement et sociologiquement. Il est nécessaire de rappeler que la ruralité n'est pas immuable. C'est un objet construit de façon très indirecte aujourd'hui pour une grande partie de nos concitoyens qui n'ont

qu'un rapport indirect avec la ruralité, tandis qu'il y a quelques dizaines d'années, beaucoup plus de français avaient une expérience directe de « leur » ruralité. On se construit donc des images à travers la télévision, les médias, les romans, qui ne correspondent pas forcément à la réalité des vécus et des trajectoires dans les espaces ruraux.

La ruralité est une construction sociale qui ne peut pas être réduite à la construction politique ou médiatique qui est diffusée. Une démarche comme celle de la co-recherche avec InSite constitue un espace de dialogue intéressant pour contribuer à la construction sociale de la ruralité par de la production scientifique. ■






**Idées**

# **LAAR GIES**

**→ Une invitation à la curiosité  
et à l'exploration autour de  
perspectives originales**



## INNOVATION SOCIALE ET SCIENCES : L'HYPOTHÈSE CRÉATIVE

Pour que société et sciences puissent affronter ensemble les défis sociaux et écologiques qui se présentent à nous, il nous faudra sans doute faire preuve de créativité, dans nos façons de faire société comme dans nos façons de faire science. Les approches explorées à travers la recherche-création peuvent constituer une source d'inspiration originale. Pourrions-nous rêver d'une thèse pratique ou d'une thèse-création en innovation sociale ?

### **La recherche création : un modèle où l'œuvre et la critique avancent ensemble**

La terminologie de recherche-création est forgée depuis un peu plus de 10 ans pour désigner des travaux qui se situent à la croisée entre recherche académique et expérimentation artistique. Les thèses-crétions, qui peuvent être aussi appelées thèses « pratiques » en arts plastiques, existent dans ce cadre. Elles permettent de réaliser une œuvre, qui peut être une œuvre artistique, de design, un écrit... Et d'adosser ce travail de création à la construction d'un appareil critique autour de cette œuvre ou de cet objet. Il s'agit de tenir ensemble les critères de la recherche universitaire tout en expérimentant de façon ouverte et flexible de création d'une œuvre. La place de la créativité en recherche et dans la formation à la recherche n'est pas évidente. Elle apparaît d'un côté indispensable. Elle est présente dans l'imagerie du scientifique brillant qui amène un regard novateur sur un phénomène dès les premières années de sa formation et de sa recherche et ouvre des champs d'enquête qui pourront nourrir des travaux et des avancées parfois sur plusieurs générations de chercheurs. De manière plus discrète et partagée, elle est également présente dans des gestes quotidiens de la démarche scientifique : formuler une hypothèse, construire un protocole, produire un cadre conceptuel

adapté pour parvenir à étudier un objet, parvenir à faire dialoguer des corpus hétérogènes.

### **Créativité et innovation sociale : des horizons originaux soumis à des tensions similaires**

Mais cette créativité peut apparaître suspecte au regard des exigences de méthode, de reproductibilité, de démonstration. Elle peut être soupçonnée de subjectivité, de manque de rigueur, de faible formalisation, de difficulté d'évaluation. Souvent associée à la figure du « disrupteur » isolé, voire du savant fou, la créativité est également soupçonnée d'invisibiliser les dynamiques collectives qui la permettent, voire de dépolitiser les conditions de production du savoir. De plus, la fragilisation financière qui touche, entre autres, les sciences humaines et sociales, peut favoriser la recherche de la conformité à des méthodes reconnues, à des écoles ou approches établies. Il en va de même dans les démarches d'innovation sociale. Il y a bien de la créativité derrière la capacité à construire et à partager un nouveau regard sur un enjeu, à faire évoluer un cadre réglementaire, économique, professionnel ou encore culturel. Et cette créativité est rarement

celle d'un unique entrepreneur visionnaire. Au contraire, elle implique d'être largement débattue, affinée, partagée pour amener à des transformations. Qu'en est-il lorsque des démarches de transformation sociale cherchent à s'appuyer sur des démarches scientifiques pour structurer un cadre de discussion et de mise en débat, un cadre conceptuel innovant ou un protocole d'expérimentation robuste et opposable ? Différentes tensions se donnent à voir et mettent en jeu notre approche et nos représentations de la créativité.

### Interroger les liens société science implique de déranger un ordre établi

La répartition des tâches notamment peut conduire à perpétuer des silos qui distinguent et isolent travail scientifique d'un côté, le projet d'innovation sociale de l'autre. Les acteurs de la démarche de transformation sociale peuvent attendre des apports scientifiques un appui pour résoudre des verrous pratiques. Les personnes qui se positionnent scientifiquement sur cette même démarche de transformation sociale peuvent avoir des réticences à sortir d'une position d'extériorité par rapport à cet objet qu'ils se donnent pour mission d'étudier, de décrire.

Et ce travail d'étude et de description peut parfois apparaître redondant, si ce n'est vain, à ceux qui ont conceptualisé, modélisé, identifié des chemins d'expérimentation. C'est dans ces interstices que se jouent les apports critiques mais aussi les instrumentalisation réelles ou présumées, les écarts d'attendus, les frottements les plus couramment rencontrés entre approches pratiques et approches scientifiques.

Si maintenant nous imaginons une transposition du cadre de recherche-création à une démarche d'innovation sociale, l'objet et l'appareil critique deviennent indissociables. La contribution créative sur l'objet, la démarche de transformation sociale, fait pleinement partie des attendus, de même que la structuration d'un cadre critique qui permette d'en expliciter le sens, les finalités, les limites. Et la prochaine étape, si l'on tient compte du caractère très souvent collectif et coopératif de l'émergence de bonnes idées pour l'intérêt général et de leur poursuite dans des démarches de transformation sociale, serait de reconnaître des auteurs nombreux et variés. Et déconstruire ce réflexe tenace qui voudrait que plus une chose est partagée, moins elle aurait de valeur. ■

## POUR ALLER PLUS LOIN

### Quelques ressources étonnantes

→ Un travail de séminaire a été mené, entre 2004 et 2007, par des chercheurs et des acteurs de la culture scientifique et technique sur le thème « Sciences et Sociétés ». De ces travaux est né un portail, encore consultable sur [science-societe.fr](http://science-societe.fr). On y trouve notamment trouve un Entretien avec Pierre Clément qui revient sur une expérience d'enseignement « science-société » à l'Université Lyon 1, dans les années 1970.



### → Un autre rapport à l'objet dans la recherche-création

En partant d'une thèse s'intéressant aux trottinettes, Yves Citton analyse comment l'attention à un objet implique la construction d'un paradigme spécifique pour l'étudier. Sans se laisser limiter par les critiques formulées à l'égard des thèses création, il y voit un espace propice à réimaginer le travail d'investigation.



<https://www.hesge.ch/head/issue/publications/ce-la-recherche-creation-fait-aux-theses-universitaires-yves-citton>

# LES ENVOYÉS D'AILLEURS

## Refaire tissu commun par l'expérience

**Nouveaux imaginaires, futurs désirables, *design fiction*... les appels à mener la bataille des contre-récits se font de plus en plus présents à des discours dominants jugés mortifères. Ces appels portent en creux une promesse implicite : si nous parvenions à remodeler l'imaginaire collectif, alors émergeraient des voies d'émancipation face aux crises sociales, écologiques et démocratiques. Cette approche soulève plusieurs questions : qu'est-ce qui fait la souhaitabilité d'un récit ? Comment le faire émerger alors que les formats narratifs se multiplient (séries, podcasts...) ? Mais surtout est-ce un dispositif suffisant de mise en mouvement collectif ? C'est toute la question qui nous animait lors du visionnage de la série *Dispatches from Elsewhere* (*Les envoyés d'ailleurs*).**

Entre manipulation artistique et mise en scène immersive, une invraisemblable fable s'est jouée en grandeur nature à San Francisco entre 2008 et 2011. Une organisation mystérieuse, le *JeJune Institute*, a enrôlé plus de 10 000 personnes dans un immense jeu urbain, recrutées au hasard via des prospectus vantant des services dignes de la science-fiction affichés dans les rues. S'inspirant du mouvement artistique Fluxus, qui cherchait à abolir la frontière entre l'art et la vie, cette expérience sociale connue aussi sous le nom de *The Games of Nonchalance*, a été mise en scène par l'artiste Jeff Hull et le collectif Nonchalant, puis à travers un vrai-faux documentaire et plus récemment, dans une série en 10 épisodes.

La force de cette histoire tient largement à son caractère mystérieux et sa traduction dans le réel : elle a littéralement attrapé les participants par le col, et les spectateurs ultérieurs, pour les inciter à revoir leur façon de regarder le monde autour d'eux. L'expérience inventée par Jeff Hull et rejouée dans la série respecte les grands codes esthétiques de l'étrange à tendance technosolutionniste :

→ Une firme secrète, le *JeJune Institute*, promettant de révolutionner l'humanité grâce à des technologies aberrantes comme la *PoliWater*, une eau concentrée aux propriétés régénératives.

→ Une quête fantastique pour retrouver la créatrice d'un système mystérieux en cours de brevet, l'I.D.E.E, censé abolir les conflits et les chagrins d'amour ;  
→ Des héros malgré eux, plongés dans un jeu sans règle, menant l'enquête à coup d'indices hasardeux et sans assurance d'être du « bon côté ».

Cette caricature volontaire des récits à caractère complotiste souligne combien les narrations closes et explicatives nous rassurent même lorsqu'elles racontent l'absurde. *Dispatches from Elsewhere* met à nu cette illusion du récit prescriptif. Pour les personnages comme pour le spectateur, ce qui se passe est volontairement embrouillé, oscillant entre les registres de la performance, les épreuves loufoques mais poétiques et la manipulation de masse. Le récit ici ne se consomme pas, c'est plutôt un prétexte à installer un dispositif d'enquête, sans message politique explicite et dans l'incertitude la plus totale. Dans le format d'origine, Hull cherchait à incarner une méthode de « réingénierie sociale » autour de trois concepts pour transformer le rapport des citoyens à l'espace public : **le récit** (Narrative) qui sert de fil rouge à l'expérience collective ; **la conscience** (Consciousness) pour sortir le citoyen de sa passivité quotidienne pour le rendre pleinement conscient de son environnement en sortant des sentiers battus ;

et enfin **l'espace authentique** (Genuine space) : au-delà des écrans ou des livres, c'est l'environnement physique où les interactions se font et permettent aux gens de sentir la réalité du monde qui les entoure. Jeff Hull positionne son action dans la réflexion de Ray Oldenburg, qui a conceptualisé le tiers-lieu comme le coeur d'une société civile vivante. Distinct du domicile et du travail, le tiers-lieu regroupe tous les espaces qui permettent le rassemblement, le dialogue, la participation citoyenne et qui contribuent à un sentiment d'appartenance à un lieu et à une communauté. L'approche proposée par Hull repose sur l'idée que le jeu et la narration interactive sont des leviers de réinvestissement de ces espaces. Hull a imaginé une alternative aux dynamiques contemporaines délétères comme l'anonymat urbain, la montée des logiques sécuritaires et la privatisation progressive de l'espace public. Dans cette perspective, les *Jeux de Nonchalant* sont autant une oeuvre artistique qu'un outil d'exploration collective, capable de créer des formes



d'attention et d'expérience partagées du lieu (the civic realm), si nécessaires à la vie démocratique.

Vers la fin de la série, quand la supercherie du *JeJune Institute* est dévoilée, l'un des personnages principaux s'interroge : « alors tout cela n'était qu'une leçon de coopération ? » Certes la déception est notable mais cette condition de la coopération (on ne peut pas jouer seul à Nonchalant) rappelle combien l'imagination est une pratique collective, pas individuelle. On pourrait voir une forme d'ironie dans le fait de mobiliser la fiction pour en interroger les limites. Jeff Hull en est toutefois pleinement conscient mais l'intègre dans un processus plus long : « les réalités alternatives sont devenues obsolètes au moment même où la réalité elle-même s'est fracturée au point d'en devenir méconnaissable. Un appel à l'action plus profond s'est alors imposé. » Là où les récits fermés produisent des spectateurs, les récits ouverts fabriquent des enquêteurs. Avant d'être une série, *Dispatches from Elsewhere* fut une expérience sans message, sans promesse, sans futur désirable. Et cette absence est précisément ce qui la rend politiquement intéressante. Car le problème contemporain n'est peut-être pas un déficit de récits souhaitables, mais un excès de récits fermés. *Dispatches from Elsewhere* nous rappelle qu'un récit peut aussi être un espace, et qu'un espace peut transformer, sans avoir besoin de dire pourquoi ni vers quoi. ■

**« Le récit central s'est dissous ; le tissu narratif qui tenait la civilisation ensemble s'est effiloché. Nous ne vivons plus sous un paradigme dominant, mais dans un monde où aucune compréhension partagée ne le remplace. C'est un moment dangereux pour faire de la magie. » Jeff Hull**

## POUR ALLER PLUS LOIN

→ L'article *An Elegy for Immersive*, de Jeff Hull, 2023, sur medium.com

→ La série *Les envoyés d'Ailleurs*, 2020

→ Conférence *Variability & Play in the Civic Realm*, TEDx, 2010

→ *The institute*, film documentaire, 2013

# Interlignes et les conversations critiques

Cette publication se veut à la fois réflexive et pratique : elle regroupe outils, études de cas et témoignages d'experts pour vous accompagner dans vos démarches et alimenter votre réflexion.

Éditée dans le cadre de notre labellisation CDT, Interlignes s'articule autour de trois grands axes éditoriaux :

→ Refonder le paradigme de l'innovation pour qu'elle devienne un levier central des transitions sociétales.

→ Intégrer les valeurs extra-financières dans les stratégies d'innovation.

→ Promouvoir des écosystèmes coopérants et socialement innovants.

Interlignes, c'est aussi les Conversations Critiques, une série de webinaires pour réfléchir à la contribution de l'innovation au-delà de sa dimension technologique et de sa valeur marchande.



→ Découvrez Interlignes n°1



→ Interlignes, ce n'est pas qu'une revue,  
ce sont aussi des **événements**,  
des **publications**, des **rencontres**

Si vous souhaitez en savoir  
plus, faites-le nous savoir en  
nous écrivant à

[Interlignes@ellyx.fr](mailto:Interlignes@ellyx.fr)

→ Découvrez  
Interlignes n°2



→ Découvrez  
Interlignes n°3



# INTER LIGNES

→ Réenchantons le dialogue  
Société-Sciences



ISBN : 978-2-487272-07-1